

LA FORGE

Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net

Mensuel n°605 - Avril 2019

Prochaine parution : le 7 mai 2019

2 €

Vive le printemps des luttes



Succès des fêtes autour des 40 ans du parti..... p.4 et 5

"Prolétaires de tous les pays unissez-vous !"

Vive le printemps des luttes !

En disant cela, serions-nous trop « optimistes » ?

Nous ne le pensons pas, à regarder ce qui se passe dans le monde et même chez nous, en s'attachant, comme nous l'avons dit lors des fêtes pour le 40^e anniversaire de notre parti, « à voir ce qui avance et sur quoi concentrer nos efforts, pour faire avancer les intérêts de la classe ouvrière, des masses populaires et des peuples ».

Il faut partir d'un constat, la situation dans le monde est instable, mouvante et contrastée. Bien sûr, il y a les facteurs négatifs : la montée de la réaction dans certains pays, les bruits de bottes, le changement climatique et la dégradation de l'environnement... Mais face à ces phénomènes qui montrent que le système impérialiste est, comme le disait déjà Lénine en 1916, le capitalisme parasite et pourrissant, il y a les résistances des travailleurs et des peuples. Elles ne sont pas générales, ni identiques en ampleur et en force, mais elles ébranlent des sociétés, des régimes, et leur onde de choc se propage dans le monde, du fait que ce monde est plus « connecté », plus « intégré » du fait même de la domination mondiale du système impérialiste.

Prenons quelques exemples.

Le Soudan, où de très importantes manifestations, dans tout le pays, se succèdent depuis décembre, pour exiger le départ de l'autocrate Omar Al-Bachir et réclamer « liberté, pain, justice ». Bravant la répression, elles rassemblent toujours plus de monde. L'Algérie, où ce sont des millions de manifestants qui exigent la fin du « système » de clans, de mafias liés à la haute hiérarchie militaire. Ils ont obtenu le départ de Bouteflika, mais ne veulent pas d'une « transition » organisée par et pour le « système ». Ce mouvement est aussi une vaste école politique pour des millions de jeunes et de moins jeunes qui dénoncent également les ingérences « extérieures », notamment celle de l'impérialisme français.

En Turquie, le « sultan » Erdogan a subi un revers politique lors des élections municipales : il ne s'en remet pas, conteste la « perte » d'Istanbul, « sa » ville. Certes, ce ne sont que des élections, mais le plus important, c'est qu'elles ont redonné du courage aux forces démocratiques, aux forces révolutionnaires qu'Erdogan pourchasse, réprime depuis des années.

Au Brésil, il y a évidemment Bolsonaro, le nostalgique de la dictature militaire fasciste, mais il y a aussi un peuple qui continue à se battre, celui des favelas, les ouvriers, les militants qui résistent aux côtés des peuples indigènes dont les terres sont menacées par les grandes exploitations agricoles, les femmes qui s'organisent pour défendre leurs droits et dénoncer les campagnes machistes.

Un des points communs entre ces résistances, c'est qu'elles montrent une fois encore que ce sont les masses qui sont le facteur dynamique et déterminant dans le combat pour les transformations sociales et politiques et que « quand c'est trop,

c'est trop », elles sortent en masse dans les rues, bravant la répression et cherchant à s'unir largement autour d'objectifs précis et concrets, le pain, le départ d'un autocrate ... qui peuvent déboucher sur des revendications plus vastes : la fin d'un « système », la démocratie pour le peuple, du travail pour les jeunes pour qu'ils ne quittent plus le pays... Pour y répondre, le renversement de « l'ordre ancien » est une condition, mais elle n'est pas suffisante : il faut une direction révolutionnaire pour que les révoltes et les mouvements révolutionnaires débouchent sur un véritable changement du système social, pour abattre la domination impérialiste.

Ce sont les leçons de l'histoire qui ont été synthétisées par les partis communistes, qui les enrichissent par leur propre expérience.

Et chez nous ?

Depuis des mois, les manifestations succèdent aux mobilisations : celles des Gilets jaunes, celles des travailleurs du public, du privé, des retraités, des lycéens, étudiants, parents d'élèves et enseignants, celles des militants écologistes et d'une partie de la jeunesse qui veulent « changer le système, pas le climat », celles des organisations démocratiques qui se mobilisent pour défendre le droit de manifester, pour dénoncer le climat de répression et l'usage des armes qui mutilent... Il y a aussi les campagnes de solidarité avec le peuple palestinien, avec les migrants, celle qui proclame « personne n'est illégal » et toutes les luttes dans les entreprises, le commerce, les services... pour l'augmentation des salaires, contre les licenciements, sans oublier les combats qui continuent pour défendre la santé, l'éducation, le logement social, les transports et les services publics.

Tous les week-ends d'avril et plusieurs jours de semaine sont déjà « pris », par une ou plusieurs mobilisations et cela se projette déjà en mai. Les élections européennes ne détourneront pas cette dynamique. Ni les annonces sans cesse reportées des conclusions macroniennes issues du « grand débat ».

Les exigences les plus partagées sont connues.

- C'est l'augmentation du pouvoir d'achat, notamment des couches populaires, à travers l'augmentation des salaires, des pensions, et des minima sociaux, des prix des produits de première nécessité.
- C'est l'arrêt de la répression et de la criminalisation de la contestation sociale, assortie de l'interdiction des LBD, grenades et autres armes qui mutilent.
- C'est l'arrêt du démantèlement et de la privatisation des services publics.
- C'est le rétablissement de l'ISF et une taxation plus forte du Capital.

Il s'agit déjà de gagner, en se battant ensemble, sur l'une ou l'autre de ces revendications, car cela renforcera la détermination, la confiance dans la force de la lutte collective, ce qui permettra d'en arracher d'autres. ★

Abonnez-vous pour 3 numéros gratuits

Pour cela, il vous suffit de remplir ce bon et de nous le renvoyer à notre adresse nationale ou de le remettre à un de nos militants.

Nom : Prénom :
Adresse :
Adresse internet :

La Forge vous parviendra pendant trois mois gratuitement sous pli ouvert.

Tarifs d'abonnement pour la France

Pli ouvert (version papier) 26 €
Version électronique (pdf) 26 €
Pli fermé 32 €
Abonnement avec soutien 35 €
Chèque à l'ordre de : Société En Avant
15 cité Popincourt - 75011 Paris

La Forge - Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

15 cité Popincourt - 75011 Paris - Tél/Fax 01 48 05 30 14 - www.pcof.net - enavant@club-internet.fr

Tensions internationales et mobilisations des travailleurs et des peuples

La situation internationale est agitée par les tensions et les contradictions entre les grandes puissances et les mobilisations des peuples.

Poussé à agir vite, pour essayer de juguler la crise économique qui pointe, le président chinois a fait le tour de l'Europe. Après l'achat en 2016 du port du Pirée, au moment où les dirigeants de l'UE étranguaient le peuple grec, les dirigeants chinois ont engagé des négociations avec le gouvernement italien, pour gagner des positions dans ce pays, considéré comme le « ventre mou » de l'UE. Les dirigeants des puissances impérialistes dominantes au sein de l'UE, à savoir Merkel et Macron, se sont dépêchés d'organiser une rencontre pour dire qu'il fallait passer d'abord par eux pour négocier des accords avec l'UE et ne pas essayer de jouer de ses contradictions internes. Mais ils ont été très heureux de signer d'importants contrats, notamment des commandes d'Airbus, car si la Chine est un concurrent, elle est en même temps un important client potentiel.

Si les médias s'intéressent moins au Venezuela, ce pays subit un blocus renforcé organisé par les USA et leurs alliés destiné à « faire tomber le régime. Ils ne sont pas parvenus à

entraîner le peuple vénézuélien dans leur plan, ni derrière leur « homme » Gaido. Dans ce pays se joue aussi une confrontation entre les USA et la Russie.

Les forces kurdes ont pris le contrôle de Baghouz, en Syrie, la dernière zone contrôlée par les forces de l'EI. Elles auront donc fait jusqu'au bout le « sale boulot » que les puissances impérialistes occidentales leur ont sous-traité. Si certains, comme Macron, s'en félicitent (« un danger majeur pour notre pays est éliminé »), tous s'inquiètent de la recrudescence d'actions des groupes armés, notamment en Afrique. A ce propos, nous appelons à la vigilance suite aux massacres au Mali, au Burkina, et à la solidarité avec les peuples de ces pays qui exigent de plus en plus fort le retrait des troupes étrangères, notamment celles de l'opération Barkhane, en qui ils voient une des causes principales de ces troubles trop vite attribués par les régimes de ces pays à des « groupes terroristes ».

En Algérie, le peuple continue à manifester et à exiger « la fin du système ». Ce terme renvoie à l'accaparement de tous les rouages de l'Etat, de l'économie, de la vie politique et sociale par des clans, de grandes familles. Les premiers reculs

infligés au clan Bouteflika n'ont pas suffi à calmer la colère et les exigences de millions de manifestants, partout dans le pays.

En France, la fin du grand débat dont personne n'attend grand-chose

Macron espère « tourner la page » de la contestation sociale en lançant la campagne des européennes et en entretenant le plus grand flou sur les « conclusions » du grand débat. De toute façon, elles ne répondront pas aux exigences sociales portées par les Gilets jaunes et par le mouvement ouvrier et syndical. Ainsi, les manifestations du 19 mars ont été marquées par une forte mobilisation des enseignants, notamment ceux du primaire, qui s'opposent à la réforme Blanquer. Ce mouvement, qui dure depuis des semaines, oblige tous les syndicats à suivre. Les fonctionnaires territoriaux, les agents titulaires et non-titulaires... sont plus que jamais mobilisés contre le gel des salaires, les suppressions de postes (120 000) et la contre-réforme générale de la fonction publique qui vise, à terme, la liquidation du statut des

agents de la fonction publique et de la fonction publique elle-même qui se réduira à la police et l'armée...

A cela vient s'ajouter la réforme des retraites, avec la mise en place d'un système par points, sur fond de polémique sur l'âge de départ à la retraite. Pour les futurs retraités, c'est l'inquiétude légitime, et pas seulement pour ceux qui ont un « régime spécial ». Le 31 mars, fin de la « trêve hivernale » et la reprise des expulsions, a aussi été marqué par le remobilisation des associations qui se battent pour un logement social de qualité, accessible aux milieux modestes.

La loi « anti-casseurs » marque un pas dans la fascisation, à travers la remise en cause du droit de manifester, le renforcement des pouvoirs de la police, du préfet. Des collectifs se sont mis en place pour dénoncer cette loi, pour exiger son abrogation. Ils appellent tous à se retrouver le 13 avril, en manifestation.

Dans le privé, les fermetures d'entreprises continuent. Les travailleurs du groupe papetier Arjowiggins ont engagé une lutte qui rappelle celle des ouvriers d'autres entreprises, qui n'avaient « plus rien à perdre », mais qui ont toujours beaucoup à gagner à se battre et à appeler à la solidarité avec leur combat. ★

Elections européennes : non merci !

Ça y est, la campagne pour les européennes est lancée. Elle occupe jour et nuit toutes les forces politiques qui y participent.

Dans notre dernier journal, nous avons publié la déclaration des partis et organisations marxistes-léninistes d'Europe, que nous avons signée et qui appelle à l'abstention, pour dire « Non » à l'Europe des monopoles, de la réaction et de la guerre, de la chasse aux réfugiés, du dumping social, des privatisations et de la liquidation des services publics... « Non » aux illusions sur la possibilité de « changer l'UE » en faveur des peuples, de « l'Europe sociale » Ce n'est pas pour cela que les gouvernements des Etats capitalistes et impérialistes, aujourd'hui membres de l'UE, l'ont voulue et l'ont construite. C'est la consigne que nous reprenons à notre compte, pour toutes les raisons données dans la déclaration, auxquelles nous ajoutons les éléments liés à la situation politique en France.

Macron a donné son feu vert pour une liste LRM qui se veut très « écologiste ». Poursuivant son travail de débauchage et de recomposition, il veut avant tout que sa liste passe en

tête de ces élections, au premier tour, devant M. Le Pen. C'est pourquoi, il fait tout pour faire de ces élections une confrontation entre lui et son mouvement, d'une part, et M. Le Pen d'autre part, comme au deuxième tour des présidentielles.

En mettant en avant cette coloration « verte », il pense faire taire les critiques concernant son désintérêt pour les questions d'environnement (la poursuite du programme électronucléaire, le soutien au glyphosate...). Il veut aussi marteler que le seul niveau pertinent pour les politiques environnementales est celui de l'UE. Enfin, il essaie de remobiliser sa base électorale du premier tour des présidentielles, en jouant à fond le discours sur ses grandes réformes contrariées par les corporatismes, sur l'ordre républicain menacé par les « casseurs ». Il veut parler encore et encore de ses ambitions européennes avec, comme axe, celui de la politique de « défense européenne », synonyme de militarisation accrue, d'une coopération « musclée » avec la Chine, et ses alléchantes « routes de la soie » et d'un dialogue « ferme » avec Trump, qui « compte les points » avec le Brexit et les divisions qui se

creusent à l'intérieur de l'UE.

Les stratégies des élections européennes savent qu'elles ne mobiliseront qu'une faible partie de l'électorat et que les partis qui se présentent doivent avant tout parvenir à mobiliser leur base électorale. Dans quels groupes siègeront leurs élus ? Quel sera leur « poids » dans un parlement éclaté en groupes et sous-groupes, ce qui renforce d'autant les pouvoirs de la Commission et du Conseil où siègent les représentants des Etats. Ainsi, le parti macronien envisage de constituer un groupe « autonome », mais avec qui ? Avec Ciudadanos, un parti qui se dit « centriste » mais qui s'allie, en Espagne, avec l'extrême droite nostalgique du franquisme ? Avec des partis « libéraux » qui se font financer ouvertement par des lobbies ?

Détourner le sens de ces élections ?

C'est ce que proposent différents partis ou mouvements – y compris ceux issus des Gilets jaunes – qui mettent en avant différents enjeux, le premier étant celui d'avoir des moyens,

à travers des élus, de se faire entendre, d'exister médiatiquement.

Soit. Mais quels critères pour faire un choix entre ces listes ?

Celui d'exprimer des exigences sociales et politiques progressistes ? Mais comment faire la différence entre elles ? C'est mission quasi impossible.

Nous ne sommes pas dans le contexte de 2014, où il y avait le Front de gauche, qui réunissait la plupart des forces de la gauche de transformation sociale. C'est la raison pour laquelle notre Parti, à ce moment-là, a fait campagne en faveur de ses listes. Mais la situation est totalement différente aujourd'hui. C'est pourquoi nous pensons que l'enjeu principal de ces élections est celui du positionnement vis-à-vis de l'UE, de ce que représentent l'UE, le Parlement et la politique menée par les vraies instances de décision : la Commission et le Conseil.

C'est la raison pour laquelle nous disons qu'il faut infliger un nouveau désaveu à cette construction européenne, dirigée contre les travailleurs et les peuples, « ni réformable, ni amendable » et que ce désaveu doit s'exprimer par l'abstention. ★

18 mars 1979-18 mars 2019

Le PCOF a fêté ses 40 ans

C'est dans 5 villes du pays - Strasbourg, Bourges, Grenoble, Toulouse et Paris -, et à l'exception de Paris, dans des quartiers populaires de ces différentes villes, qu'au cours de la deuxième quinzaine du mois de mars notre parti a décidé de fêter son 40^e anniversaire. Des réunions qui visaient à rassembler tous les camarades d'une région, leurs familles, leurs amis, les lecteurs de notre journal et les militants (politiques, syndicaux, associatifs) avec lesquels nous nous sommes retrouvés souvent au coude à coude dans les luttes et avec lesquels nous avons tissé des liens de respect mutuel et de fraternité... sans oublier nos camarades des partis frères qui vivent et luttent à nos côtés. Des réunions « politiques et festives » comme nous l'écrivions dans nos flyers et nos invitations. Et toutes avec ce même caractère : non des meetings politiques, que le parti a déjà eu l'occasion d'organiser, où il présente son analyse de la situation et son alternative, mais des réunions pour exprimer, de différentes façons, par différents moyens, la personnalité de notre parti : un parti communiste, marxiste-léniniste, internationaliste. Si chacune de ces réunions a eu sa personnalité propre, différente selon l'implantation et l'expérience des organismes qui l'ont préparée, partout a été projeté le même montage vidéo et a été lue, par nos porte-parole nationaux, la même intervention : ces deux moments politiques au centre des réunions ayant été préparés par le comité central de notre parti. Partout également, et conformément à l'orientation définie, ces réunions ont fait une place importante à la culture populaire progressiste. Des programmes variés et de qualité ont permis à l'assistance de découvrir des artistes et de profiter de leurs talents.

Les expositions, montages diapo, interventions, réalisées pour cette occasion, donnaient à voir ou à entendre l'histoire et les combats de nos camarades dans la région concernée. Partout des tables de littérature bien achalandées, avec les dernières publications et, à côté de cette nourriture de l'esprit, des buffets généreux confectionnés la plupart du temps par nos camarades et ami-e-s qui permettaient de se restaurer et de boire un verre à la bonne santé du parti en poursuivant les échanges sur le contenu de l'après-midi.

Dans les villes où elle est présente, l'UJR (Union des Jeunes Révolutionnaires) a accompagné ces réunions, aidant le parti dans la préparation et mobilisant ses ami-e-s pour y participer.

Aspects particuliers des réunions dans les différentes villes

Strasbourg

Une cinquantaine de personnes ont répondu à l'invitation du comité régional Annie Giraud du parti qui avait mis en valeur des documents « historiques » retraçant la naissance du parti dans la ville : des « Unes » de l'Humanité Nouvelle d'Alsace (HNA), du bulletin de la première cellule d'entreprise « Relais », du journal de l'ORPCF... jusqu'à la première page de *La Forge* annonçant la naissance du parti le 18 mars 1979. Projection d'un montage diapos retraçant les combats ouvriers et populaires de la Commune à aujourd'hui en Alsace-Lorraine. Et l'animation musicale, fort appréciée, du groupe « Family affair ».



La violoncelliste acrobate de groupe Family Affair

Bourges

Là encore une cinquantaine de participants à cette réunion où le travail du parti sur les différents fronts a été exposé : l'histoire des Fonderies de Mazières, berceau de la cellule et du travail syndical, les luttes pour défendre le logement social à Bourges nord, la santé à Tours, les combats anti-colonialistes et contre les guerres impérialistes, les liens nombreux avec les artistes locaux... Le Mouvement de la paix, avec lequel notre parti a mené de nombreux combats sur la ville et la région, était présent avec une table de documentation ; un des représentants locaux a tenu à dire quelques mots pour rappeler ce travail.

La partie artistique a été assurée par la compagnie « A côté d'chez nous » avec sketches et chansons.



Le camarade Mathijs présente l'histoire des Fonderies de Mazières

Toulouse

Une quarantaine de participants de Toulouse, Pau, Bordeaux, du Lot-et-Garonne et de l'Aude avaient fait le déplacement ; le comité Afps de Pau, organisation avec laquelle nos camarades mènent de nombreuses campagnes, s'est déplacé tout spécialement avec table et expo ; ses militants ont fait une courte intervention qui manifestait les liens étroits de lutte entre nos deux organisations sur le terrain de la solidarité avec la lutte du peuple palestinien. Le Trio de jeunes musiciennes palestiniennes « Charq Gharb » a ravi l'assistance par sa virtuosité et sa simplicité.

Outre quelques panneaux sur l'activité politique de nos militants de la région, une photo et un texte à la mémoire de notre camarade Gabriel Saurat, membre de la première cellule du parti sur Toulouse, rappelait la vie de ce militant qui illustre la continuité du combat communiste entre les générations, du PCF au PCOF. Ses carnets - que beaucoup découvraient - étaient en vente sur la table de littérature.



Conte, poème et chant interprété par des camarades Kanak et Burkinabé

Grenoble



La salle, debout, entonne poing levé l'Internationale

C'est place de la Commune de Paris, à la MJC du quartier, qu'une cinquantaine de personnes, et parmi elles de nombreuses femmes, se sont retrouvées samedi 23 mars.

Une courte intervention retraçant l'histoire du parti à Grenoble, une expo réalisée par les camarades sur les principaux moments de l'histoire de la Commune et son apport à l'expérience du mouvement communiste et ouvrier ont été les réalisations très appréciées de l'organisation régionale. Taner, un ami turc, joueur de saz, a accueilli les arrivants en musique et les a accompagnés encore tard dans la soirée. Quant au spectacle « Paloma Maximov, fille de la Commune », interprétée par l'artiste Marie Maya, il a ravi l'assistance par sa qualité et son originalité.

Paris



Un aperçu de la salle

C'est à l'Ageca que l'organisation du parti de la région parisienne avait donné rendez-vous ce dernier samedi de mars. Une salle bien remplie, plus de 170 personnes, qui ont pu apprécier la prestation de la « Chorale du 40^e », un groupe de camarades et d'amis du parti qui a préparé, tout spécialement pour cet après-midi, des chants de la Commune et du répertoire révolutionnaire et populaire. Les participants ont également été nombreux à se presser dans la salle où l'organisation avait réalisé une exposition de quelques-unes des affiches du parti qui ont marqué les moments importants de ces 40 ans. Un grand portrait de Bernadette, réalisé et offert par nos camarades du PCE ml, accompagné de photos et de textes expliquant le rôle joué par cette camarade dans l'histoire de la création et de l'édification de l'organisation en région parisienne, a été beaucoup regardé. L'artiste Kanak, « Sly Harmony » s'est attaché, à travers ses compositions, à faire connaître la culture, l'histoire et la lutte de son peuple pour l'indépendance.



La chorale du 40e

Soutien de nos camarades des partis frères

A chacune de ces réunions ont été rappelés les liens étroits qui nous unissent aux partis et organisations marxistes-léninistes de la Conférence (CIPOML). Sollicités pour participer physiquement à ces réunions en raison de leur proximité géographique, seuls les camarades allemands ont pu déléguer un de leurs camarades à la réunion de Strasbourg ; mais les camarades espagnols, italiens et burkinabé ont adressé des messages particulièrement chaleureux, messages qui sont pour nous des encouragements. Principalement à Strasbourg et à Paris, où ils sont plus nombreux, nos camarades des partis frères dans l'immigration et leurs amis, la Didf, nous ont fait l'honneur de leur présence. Tous les messages des partis et organisations sont sur notre site avec les comptes rendus détaillés et en images de ces cinq réunions. Nous invitons nos lecteurs à les consulter.

Le montage vidéo s'articulait autour de trois grands thèmes : Le Pcof, parti de la classe ouvrière, parti internationaliste, parti qui travaille à l'unité populaire autour de la classe ouvrière. S'appuyant sur des photos et un commentaire, la vidéo mettait en lumière ces trois caractères à travers des exemples de la pratique de notre parti au cours de ces 40 années.

L'intervention centrale a été conçue de la même manière pour expliquer ce qu'est le travail d'un parti communiste et notamment comment celui-ci doit « voir ce qui avance et sur quoi concentrer nos efforts pour faire avancer les intérêts de la classe ouvrière, des masses populaires et des peuples ».

Pour ce faire, l'intervention s'est attachée à développer trois exemples.

1/ Celui de la mise en œuvre de notre ligne du syndicalisme de classe dans l'organisation des grèves de travailleurs sans papiers. L'intervention a détaillé pourquoi le parti avait impulsé cette bataille, à quel moment, et comment il avait guidé ses militants syndicalistes dans le cadre de la CGT avec ses militants et ses structures, avec quels résultats concrets en termes de régularisations, de nouveaux militants syndicalistes de lutte, et de nouveaux camarades, mais aussi en termes d'élévation de la conscience et notamment de la conscience anti-impérialiste.

2/ Notre parti, conscient de l'importance de la participation des femmes au combat pour un changement de société, a expliqué son travail pour aider à l'organisation des femmes de milieux populaires sur des bases progressistes et anti-impérialistes et pourquoi il soutient le travail que mène l'organisation de femmes Egalité. Il a également rappelé le rôle important joué par les femmes communistes dans la création et l'édification de notre parti comme celui joué par Bernadette.

3/ Après avoir rappelé le rôle de mots d'ordre bien choisis et appropriés pour gagner la direction politique des manifestations de masse, l'intervention a expliqué que notre parti avait aussi su dire NON à

certains moments particulièrement importants de la vie politique.

- Non aux guerres menées par l'impérialisme français en Afrique au nom de la lutte contre le terrorisme.

- Non à l'union nationale derrière Hollande, Sarkozy, Netanyahu, Bongo et consorts, au moment de l'attentat contre *Charlie hebdo*.

- Non encore quand on nous a sommés de voter Macron pour faire obstacle à Marine Le Pen aux dernières élections présidentielles.

« A chaque fois, sur des questions différentes, il s'est agi de tracer une ligne de démarcation claire, publique, entre les intérêts de la bourgeoisie, de l'impérialisme, et ceux de la classe ouvrière, des travailleurs, des peuples. (...) Dans les années 90, nous avons dit Non, l'histoire n'est pas finie, non la classe ouvrière n'a pas disparu. Nous avons résisté à ceux qui voulaient enterrer le communisme et la révolution en travaillant notamment à une contribution au bilan du socialisme en URSS à partir de nos critères marxistes-léninistes et en mobilisant tout le parti dans ce travail. Nous avons mis en évidence, notamment à travers une étude sur la technique en système capitaliste, les contours et les potentialités révolutionnaires de la classe ouvrière aujourd'hui. Tout cela en avançant concrètement dans la lutte de classe, pour que la classe ouvrière et le peuple reprennent confiance dans leurs propres forces et dans leurs capacités, à travers les batailles et les victoires. En faisant grandir la conscience de la nécessité d'une rupture révolutionnaire avec le système dont la grande majorité de la population ne peut plus rien en espérer ; il faut encore travailler pour montrer qu'une rupture révolutionnaire est non seulement nécessaire mais qu'elle est possible. (...) »

Les combats s'annoncent nombreux et rudes. De nouvelles couches populaires sont entrées en lutte, avec les Gilets jaunes, avec les jeunes qui crient « il faut changer le système, pas le climat ». Nous continuerons à manifester, envers et contre la loi liberticide qui veut nous nous museler et dire haut et fort :

« Cette société pour les riches, les patrons, les marchands de canons, on la combat. Pour une rupture révolutionnaire ».

Ces combats, nous les mènerons ensemble et, pour ceux qui le veulent, dans les rangs de notre parti. Vive le PCOF ! » ★

A l'occasion de ces réunions, deux nouveaux documents ont été édités :

Trois articles sur le Parti (parus dans LF de janvier, février et mars)

Le Rapport d'activité présenté au congrès de fondation. Ce document, qui était épuisé, retrace la lutte des communistes pour redonner son parti à la classe ouvrière après que le PCMLF eut sombré dans le maoïsme.

De plus **un badge au logo du 40^e anniversaire** a été réalisé ainsi qu'un **carnet de chants** avec plusieurs chants de la Commune et d'autres du mouvement communiste et ouvrier. ★

Non à la réforme Blanquer ! Non aux réformes libérales dans l'éducation !

Nous l'écrivions dans notre dernier numéro, les réformes qui s'accumulent font système. Elles instaurent une école qui précarise les enseignants, font des économies de moyens, introduisent la notion de rentabilité dans les services publics, ouvrent la voie à une privatisation du service public, utilisent des méthodes de management du privé. Pour les élèves, c'est la disparition d'un enseignement critique. C'est une adaptation accrue de l'Ecole aux besoins en main-d'œuvre des grandes entreprises. Un élève flexible, sans esprit critique, voici l'objectif de l'Ecole libérale. C'est l'Ecole de la concurrence entre élèves, leur individualisation, et l'explosion des inégalités dont sont victimes en particulier les élèves des milieux populaires et ruraux.

La loi portée par Blanquer est la goutte d'eau qui fait déborder le vase, surtout dans les écoles primaires. Celles-ci sont particulièrement attaquées. Il s'agirait de regrouper, sous une seule direction, plusieurs écoles rurales ou des écoles rurales et un collège, et donc de supprimer les directeurs d'écoles. L'objectif n'est ni pédagogique, ni éducatif. Il s'agit d'économiser des moyens. Fini la connaissance du terrain par les directeurs d'école qui sont de simples instituteurs. Fini les échanges de proximité entre parents d'élèves et direction pour échanger, régler un problème. Blanquer veut enterrer les écoles de secteurs. Il n'y aura plus d'obligation de scolarisation des élèves dans les écoles de quartier. Cela pénalisera bien sûr les familles les plus modestes. Cela favorisera d'autant plus les écoles privées qui

pourront se multiplier. Elles pourront le faire d'autant plus facilement qu'avec la scolarisation obligatoire à trois ans (qui concerne 97 % des enfants), les écoles privées maternelles sous contrat recevront des financements des collectivités publiques. C'est un cadeau de plus pour le privé, un moyen de déshabiller encore plus les écoles publiques qui assurent un minimum d'égalité et de mixité sociale.

Dans le même temps, les effectifs des classes explosent. Dans certains établissements, cela pose même des problèmes logistiques pour faire entrer de tels effectifs dans des salles de classe non conçues pour des effectifs aussi élevés. Ces augmentations ne sont pas le fruit du hasard. C'est la conséquence des différentes réformes qui touchent l'Ecole, notamment les

suppressions de postes aux concours ou les 2 650 postes supprimés. Ce sont aussi les écoles ou les classes spécifiques qui sont surchargés (SEGPA, ITEP, ULIS). Des élèves qui ont des besoins particuliers (handicap, troubles du comportement) se retrouvent inclus dans des classes ordinaires ou non adaptées à leurs besoins. Tout cela par manque de moyens.

Blanquer veut aussi créer une masse de personnels précaires qui remplacera les enseignants sous statut. Il veut donner la possibilité aux AED (surveillants) ou aux étudiants de L2 de pouvoir enseigner. Economie est le maître-mot car, dans le même temps, le nombre de postes au concours diminue. Une grande partie de cette masse de contractuels continueront ainsi à vivre dans le précaire, sans être reconnus. ★

Pour un front commun enseignants-parents d'élèves

Depuis plusieurs mois, les syndicats alertent sur le caractère libéral des mesures que Blanquer veut instaurer. Avec le mouvement des « stylos rouges », des enseignants qui jusqu'alors ne se mobilisaient pas se sont engagés avec détermination dans la lutte. Il s'agit là d'une dynamique très positive. La colère est grande chez les instituteurs qui ont massivement défilé dans les cortèges du 19 mars dernier. Les enseignants des lycées généraux et professionnels étaient aussi nombreux pour refuser les réformes qui appauvrissent les contenus de programmes. De manière générale, les enseignants se sont partout mobilisés contre les conséquences, déjà visibles, de la politique libérale dans l'Ecole :

suppressions de classes, effectifs surchargés, profs qui enseignent sur plusieurs niveaux à l'école primaire.

Les mobilisations se poursuivent dans de nombreux établissements sous des formes d'actions diverses. Dans l'académie de Toulouse, les professeurs principaux démissionnent en cascade pour protester contre la multiplication de leurs tâches, le manque de moyens. De nombreuses équipes enseignantes ont décidé, en heure syndicale, la rétention des notes (refus d'évaluer administrativement ou 20/20 pour tous). Ailleurs, des grèves locales éclatent pour contester des suppressions de classe. En bref, l'heure est à la mobilisation : à l'amplification du mouvement des

professeurs et à sa coordination pour gagner en puissance face à un gouvernement qui ne veut pas reculer.

Développer l'unité enseignants-parents d'élèves

En imposant le devoir de réserve aux enseignants, Blanquer ne veut pas que les enseignants alertent les parents d'élèves sur le contenu réel de ses réformes. Il s'agit bien de museler les enseignants. Pourtant, c'est bien par le front commun enseignants / parents d'élèves qu'il sera possible de faire reculer ce gouvernement. C'est avec l'aide des parents que les enseignants américains ont

fait plier plusieurs Etats des USA face aux mesures de privatisation des écoles publiques.

C'est ce front commun qui est en passe de se réaliser. Dans la Somme, le 4 mars dernier, dix établissements ont mené une opération collège mort. Les parents d'élèves ont refusé d'envoyer leurs enfants au collège. Ce front a pu se réaliser grâce à l'unité entre les organisations syndicales et les fédérations de parents d'élèves. Des assemblées générales ont eu lieu au niveau départemental pour décider des actions à venir. Dans la nuit du 25 au 26 mars, la FCPE a appelé les parents d'élèves à participer à une nuit des écoles pour exiger plus de moyens dans tous les établissements. ★

A l'Education nationale aussi, stop à la répression !

Alors que depuis des années, les différents ministres de l'Education nationale mettent tout en œuvre dans les programmes pour soumettre la jeunesse, la priver des moyens de réflexions, voilà que, désormais, de nombreux enseignants sont sous la menace de procédures disciplinaires parce qu'ils critiquent et agissent contre la loi Blanquer. Les injonctions de la hiérarchie sont toujours plus fortes face aux enseignants qui réclament plus de

moyens. Déjà, le 12 décembre dernier, une enseignante était rappelée à son « devoir de réserve » pour avoir critiqué l'intervention télévisée du président Macron. Ce n'est donc pas un hasard si le 1er article de la loi Blanquer met en avant le devoir de réserve. Voilà donc l'Ecole de la « Confiance » si chère à Blanquer : une Ecole qui musèle les enseignants. Comment faire de la jeunesse des citoyens qui exercent leur esprit critique si les enseignants n'ont pas

le droit d'en user ?

La vision de Blanquer pour l'Ecole, c'est l'Ecole de la caserne et du nationalisme, au service des besoins du patronat.

Le cas de cette enseignante n'est pas isolé. Depuis le début du mouvement, de nombreux enseignants ont reçu des menaces disciplinaires de la part de leur hiérarchie. Les instituteurs qui ont refusé les évaluations nationales sont menacés de poursuites pour « faute grave ». Les enseignants

participant à la rétention de notes ou qui ont démissionné de leur rôle de professeur principal reçoivent eux aussi des menaces. Les médias s'affolent pour affirmer que les arguments des syndicats enseignants ou des fédérations de parents d'élèves sont des « fake news » et donc qu'il faut cesser ce mouvement.

Dans l'Education comme ailleurs, on ne nous empêchera pas de nous mobiliser. Stop au mépris. Stop à la répression du mouvement social. ★

Une mobilisation déterminée qui doit s'amplifier

Au niveau national, les syndicats enseignants ont décidé d'une journée d'action « dans les territoires », le samedi 30 mars, pour développer l'unité enseignants-parents. Cette journée s'est déployée localement

pour permettre la mobilisation massive des parents et des enseignants. Ainsi, des milliers d'enseignants et de parents d'élèves ont manifesté pour dire « non » à la réforme Blanquer. Un « non » déterminé qui appelle à d'autres

mobilisations. Le 4 avril, une nouvelle mobilisation a eu lieu partout en France. Le 1er et le 9 mai seront aussi des étapes incontournables pour contrecarrer l'attaque plus générale du gouvernement sur la fonction publique. ★

Ce mouvement peut encore prendre de l'ampleur et les dernières déclarations de Blanquer, sur le caractère « volontaire » des rapprochements entre écoles primaires et collèges, montrent que le ministère s'inquiète de la détermination d'un grand nombre d'enseignants et des mobilisations qui entraînent les parents. Il faut poursuivre le travail d'explication pour faire grandir le rapport de force.

Loi « anti-casseurs »

Les libertés démocratiques en danger

La loi anti casseur a été définitivement adoptée au Sénat, le 13 mars.

Cette loi, qui est un pas supplémentaire dans l'avancée de la fascisation, a été fortement contestée. Elle s'inspire de la proposition de B. Retailleau, (LR), dénoncée à l'époque parce qu'attentatoire aux libertés*, et a été ressortie par E. Philippe début janvier, après l'acte VIII des Gilets jaunes, pour légiférer fort et vite contre des manifestants dits « violents ». Cependant, l'article 2, qui crée des interdictions administratives de manifester, a crispé y compris une cinquantaine de députés « Marcheurs » qui se sont abstenus lors de son vote à l'Assemblée. Puisque le Sénat l'a votée sans modification, il n'y a pas de relecture à l'Assemblée, et le texte est adopté en l'état. Toutefois, certaines dispositions de la loi étaient susceptibles d'être censurées par le Conseil constitutionnel. Les députés des groupes PS, PC, Insoumis, associés à ceux de Libertés et Territoires, ont déposé un recours. Et Macron, prudent, l'a saisi. Le Conseil a rendu son avis, le 4 avril. Si, pour l'essentiel, il valide le texte, il a retoqué l'article 3, qui habilitait les préfets à prononcer des interdictions de manifester à l'encontre d'individus représentant « une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public ». Cette disposition est jugée trop floue. C'est un recul.

Mais, pour le reste, rien de ce qui a été dénoncé dans ce texte n'est remis en question. Oui, il sera à la main des préfets de créer des périmètres de sécurité autour des manifestations et d'interdire l'accès aux personnes « susceptibles de représenter une grave menace pour l'ordre public ». Et quand la police ou les services de renseignement définissent cette « susceptibilité », il y a de quoi être inquiet ! Les manifestants vont être

traités comme des délinquants en puissance, comme dans l'état d'urgence, puisque c'est le préfet qui va évaluer en anticipation la dangerosité de futures mobilisations. Des policiers auront le droit de fouiller les bagages et les voitures sur les lieux d'une manifestation, à la « recherche des armes par destination ». Est resté aussi dans la loi le délit de dissimulation volontaire du visage, au risque d'une peine d'un an d'emprisonnement et 15 000 euros d'amende. Et si aujourd'hui l'Etat rembourse les victimes des dégradations commises pendant les manifestations, le texte prévoit que l'Etat poursuive en justice les auteurs des faits afin qu'ils remboursent, même s'ils n'ont pas été condamnés, ce qui est une disposition incohérente avec le droit actuel.

Le message est clair, ce gouvernement veut imposer sa politique par la force, sans souffrir de contestation. Des milliers de personnes ont été mises en garde à vue, (au 14 février, le ministre Castaner annonçait 8 400 interpellations, 7 500 gardes à vue, 1 800 condamnations), chaque samedi le chiffre des mutilés grandit : ces personnes sont gravement blessées par des armes dangereuses dont il faut exiger l'interdiction. Et chaque samedi, de lourdes condamnations sont prononcées. C'est par la peur que le gouvernement pense mettre fin à ces mois de révolte sociale et se prémunir contre d'autres contestations. Les raisons de se révolter sont loin d'être éteintes, quand sont en chantier des réformes d'ampleur, comme la suppression de centaines de milliers de postes de fonctionnaires, celle de l'Education nationale, qui se bat contre « L'Ecole de la confiance », ou comme une nouvelle réforme des retraites. C'est un feu vert donné à la police pour qu'elle continue en toute impunité à agresser des manifestants très massivement non-violents,

comme cette militante d'ATTAC, Geneviève Legay, grièvement blessée lors de la manifestation à Nice. Après avoir nié que la police ait une quelconque responsabilité dans cette agression, le procureur a dû reconnaître qu'un policier l'avait bousculée. Cela n'a pas empêché Macron de reprocher à cette militante connue d'avoir été dans une manifestation « non autorisée ». Autrement dit, « elle l'a bien mérité »

La riposte s'organise

Deux textes collectifs circulent. Le premier, l'appel des 50, à l'initiative de la LDH, n'est ouvert qu'aux associations et aux syndicats. Il cible principalement la loi, dénoncée fort justement comme une loi qui veut restreindre le droit de manifester. Le deuxième est endossé jusqu'à présent par quarante organisations**, parmi lesquelles des partis politiques, des associations, des collectifs qui dénoncent différentes formes de répression, des syndicats et des personnalités. C'est le groupe parlementaire de la France Insoumise qui a été à l'initiative d'une réunion unitaire qui a produit ce texte. La date du 13 avril a d'ores et déjà été retenue pour appeler partout à des manifestations, les plus unitaires possibles, pour montrer qu'un large éventail de forces sont unies sur des questions essentielles, comme celle de l'exigence du retrait de la loi dite « anti casseurs » - qui est une loi anti-manifestation -, l'exigence de l'interdiction de l'usage des armes dites « non létales » mais qui mutilent gravement...

Il faut que la manifestation du 13 avril soit une réussite. Ce sera un point d'appui pour poursuivre le travail d'explication, de mobilisation, de solidarité avec les victimes de la répression policière. Explication en direction du mouvement syndical, de

la jeunesse, des enseignants. En effet, la loi « anti-casseurs », qui s'inscrit dans un ensemble de lois liberticides, va « produire ses effets » dans tous les domaines où une contestation existe et où elle est susceptible de se développer. On pense tout de suite au mouvement des jeunes, lycées, des mobilisations contre les violences policières dans les quartiers, au développement de la répression antisyndicale. Elle participe du « climat » répressif qui se généralise. C'est pourquoi, l'existence d'un cadre collectif permet non seulement de mutualiser les informations, les moyens de riposte et de solidarité, il permet aussi d'avoir une action dans la durée, à travers des campagnes ciblées, comme celle autour de l'interdiction des armes dites non létales, l'organisation du soutien aux victimes des violences et des procédures judiciaires, des expressions collectives, sous formes de manifestations, de meetings, etc. Cette loi anti-casseurs est, en quelque sorte, « la loi de trop » qui a mis en mouvement de nombreuses forces qui ont conscience que cette loi s'inscrit dans l'offensive antisociale, dans l'offensive contre les acquis du mouvement ouvrier et populaire, et ses moyens de lutte et de résistance. ★

**Proposition de loi B. Retailleau/E. Philippe, Les libertés publiques en danger : « Les signataires dénoncent ces restrictions au droit de manifester et ces lourdes menaces sur les libertés d'opinion et d'expression des oppositions et demandent le retrait de la proposition de loi ». Ligue des droits de l'Homme (LDH), Syndicat des Avocats de France (SAF), Syndicat de la magistrature (SM), Fondation Copernic, Fédération syndicale unitaire (FSU), Union syndicale Solidaires, Confédération générale du travail (CGT).*

***<http://www.pcof.net/plus-de-40-organisations-ensemble-pour-les-libertes-publiques-et-le-droit-de-manifester/>*

Français-Immigrés solidarité, personne n'est illégal !

Un ensemble de Collectifs de sans-papiers, de soutien aux migrants, de syndicats, d'associations, de partis... est à l'origine d'une campagne pour l'égalité des droits, notamment pour les sans-papiers. Notre parti est signataire de l'appel.

Un rassemblement de plusieurs centaines de personnes a eu lieu mercredi 3 avril à la Madeleine, avec une forte participation de travailleurs sans-papiers, souvent des jeunes. Les interventions des divers collectifs de sans-papiers et des syndicats (Solidaires, FSU, CNT, CGT), de RESF, de la LDH se sont succédé. La délégation reçue par le ministère a rendu

compte des discussions qui n'ont débouché sur aucun engagement. Les différentes interventions ont dressé le tableau du sort des sans-papiers et des migrants : des enfants, victimes des tests osseux peu fiables et récemment dénoncés par des scientifiques, renvoyés à la rue, privés de tout soutien et de scolarité ; des femmes qui meurent de mauvais traitements dans la rue ; des hommes en grève de la faim pour protester contre des conditions indignes de détention dans les CRA, véritables prisons pour étrangers ; des jeunes à Calais harcelés par la police... Et ce sont les travailleurs sans-papiers qui ne sont pas régularisés, même quand

ils fournissent des Cerfa. Des travailleurs qui sont surexploités, « parce qu'ils n'ont pas de droits ».

Tous ont insisté sur la nécessité de « l'unité des collectifs et des syndicats ». Les différentes interventions de structures de la CGT, aussi bien de la Confédération que celle du secrétaire de l'UL de Bobigny qui a annoncé la régularisation des travailleurs de l'entreprise de démolition Pinault-Gapaix (voir article page 10) et de l'UD 78 ont toutes insisté sur le fait que c'est surtout par la grève que les travailleurs et travailleuses sans-papiers ont obtenu leur régularisation. C'est d'autant plus

important de le rappeler que de nombreux sans-papiers n'ont pas cette expérience. La question de l'unité des travailleurs, avec ou sans papiers, est également revenue dans les interventions ; une unité pour le combat commun contre la politique du gouvernement au service du patronat, une politique qui s'attaque à tous les travailleurs, aux acquis sociaux. Cette question de la grève est un aspect essentiel, car il fait que ces hommes et ces femmes deviennent des combattants, des lutteurs, et pas seulement des victimes du système. C'est dans ces combats qu'ils acquièrent une conscience de classe. ★

Malgré les mobilisations, le gouvernement s'attaque à toute la Fonction publique !

Contre la « réforme » Blanquer dans l'Éducation nationale, c'est toute une partie de la fonction publique à travers les enseignants qui est en train de se mobiliser. Que ce soit dans le primaire comme dans les lycées, ça bouillonne dans les établissements après la mobilisation d'une partie de la jeunesse contre Parcoursup, sévèrement réprimée au début de l'année.

Le 19 mars, les cortèges des enseignants étaient nombreux, étoffés et combatifs dans les manifestations appelées par la CGT, FO, la FSU, Solidaires et des organisations de jeunesse. Les bahuts en grève étaient aussi en nombre derrière leur bande-roule.

Particularité, et non des moindres, de cette mobilisation en cours : l'engagement croissant des parents aux côtés des enseignants.

Du côté des hôpitaux (autre versant de la fonction publique), les mobilisations des personnels et des usagers contre les fermetures de maternités et hôpitaux de proximité sont constantes. Et c'est un lieu commun de dire que les urgences sont saturées. Ce n'est pas la nouvelle loi santé annoncée par A. Buzin qui va rassurer les personnels en ce qui concerne

leurs revendications en matière de conditions de travail et de rémunération comme les populations en termes de couverture de soins.

Avec le prélèvement des impôts à la source (autre « réforme ») c'est aussi une autre catégorie de fonctionnaires, ceux des impôts en l'occurrence, qui, dans un premier temps, a dû gérer la mise en place de cette réforme et qui, maintenant, va se voir amputer de 7 000 à 8 000 postes du fait même de la réforme ! Mais déjà, tant la dégradation des conditions de travail de ces fonctionnaires est patente, qu'en Haute-Garonne (31), depuis dix semaines, les syndicats – CGT, Solidaires, FO et CFDT – ont engagé la mobilisation autour de piquets de grève tournants. La Direction générale des finances publiques saisit le Tribunal administratif pour tenter d'y mettre fin. Celui-ci vient de la débouter.

Rappelons-nous aussi que, lors de la discussion parlementaire sur la loi fusionnant les tribunaux d'instance et de grande instance, en ce début d'année 2019, les magistrats, les avocats et les greffiers sont sortis dans la rue, ont fait grève pour protester contre ces fusions mettant à mal une certaine justice de proximité et

contre la dégradation programmée de leurs conditions de travail.

A cela, on peut ajouter le malaise récurrent des personnels de la pénitencier du fait de la multiplication de la population carcérale et pas simplement pour ceux qu'on appelle « les matons ». Depuis des années, la crise ne cesse de grandir au sein de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) fragilisant toujours plus la situation des 341 000 mineurs bénéficiant d'une mesure de protection.

Du fait de ces différentes « réformes », toutes marquées du sceau du néolibéralisme, ça craque de partout dans les différents secteurs pris en charge par la fonction publique (d'État, hospitalière et territoriale) qui couvrent, pour une bonne part, ce qu'on appelle les services publics et qui sont aussi au cœur des revendications des Gilets jaunes. De plus en plus loin et de plus en plus dématérialisés (les automates et internet remplacent les femmes et les hommes aux guichets) pour ne pas dire de plus en plus déshumanisés et de plus en plus chers.

C'est dans ce contexte socialement pour le moins agité, que le ministre de la fonction publique vient de pré-

senter, comme si de rien n'était, le 27 mars, son projet de loi dit de « transformation de la Fonction publique » qui pousse à une vraie transformation réactionnaire de ce secteur, visant à faire des fonctionnaires, dépourvus pour la grande majorité d'entre eux à terme de leur statut et donc de leurs prérogatives en matière de conditions de travail et de rémunération, des salariés au service exclusif de la mise en œuvre de la concurrence libre et non faussée de tout ce qu'on appelle encore « les services publics ».

La concertation durant une année avec les organisations syndicales de fonctionnaires, annoncée par le gouvernement lors de la première présentation de son projet, le 1er février 2018, au Comité interministériel de la transformation publique pour tenter d'en gagner certaines, a fait flop. C'est l'essentiel des fédérations syndicales de fonctionnaires qui appellent le 9 mai prochain à une journée de grève et de manifestation contre ce nouveau projet de loi. Cette mobilisation des personnels, qui est en quelque sorte « transversale » à beaucoup de celles en cours, devrait pouvoir aussi se construire avec les usagers et la jeunesse scolarisée. ★

Loi de transformation de la fonction publique

33 articles que le gouvernement entend faire adopter avant l'été

L'avant-projet présenté le 13 février par Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, est, à quelque chose près, la transposition à la Fonction publique de la loi Travail et des « ordonnances Macron ».

Fusion en une seule instance des institutions représentatives du personnel

Les comités techniques (CT) et les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) fusionnent en une instance intitulée « comité social d'administration », équivalent public du « comité social et économique » (CSE) mis en place dans le privé. Dans la fonction publique hospitalière, un « comité social d'établissement » viendra remplacer l'actuel « comité technique d'établissement ».

Restriction des protections collectives

Le projet de loi supprime l'avis des commissions administratives paritaires (CAP), obligatoire jusqu'à présent, pour les mouvements de personnels dans la fonction publique d'État. L'autorité compétente, c'est-à-dire l'employeur, procédera dorénavant seule aux mutations de fonctionnaires.

L'avis des CAP est également supprimé dans la fonction publique territoriale en cas de transferts d'agents entre collectivités.

Jusqu'à présent « *organe supérieur de recours en matière disciplinaire, en matière d'avancement et en matière de licenciement pour insuffisance professionnelle* », le Conseil supérieur de la fonction publique de l'État perd cette compétence.

« Harmonisation » du temps de travail Le projet de loi prévoit de mettre fin aux régimes dérogatoires mis en place dans les collectivités et leurs établissements publics dont le temps de travail est inférieur au temps légal (de 35 h/mois ou 1607 h/an).

Individualisation des salaires

Un entretien individuel annuel sera généralisé pour évaluer l'engagement et la performance professionnelle pris en compte pour l'avancement ou la promotion des agents.

Renforcement des sanctions disciplinaires

De nouvelles sanctions sont mises en place pour les fonctionnaires d'État et les hospitaliers qui pourront être exclus temporairement de leur fonction pendant trois jours sans avis des CAP (comme cela se passe déjà dans la

FP territoriale).

« Plans sociaux », en cas de restructurations

Si le nom n'en est pas repris, les « dispositions relatives aux mobilités et transitions professionnelles » y ressemblent en tous cas étrangement : mesures pour faciliter la réaffectation de fonctionnaires d'État à l'Hôpital ou dans les collectivités territoriales ; possibilité de détachement d'office des fonctionnaires dans l'entreprise privée qui reprend l'activité d'un service public en cas d'externalisation de ce service...

Multiplication des contrats de droit privé dans les services publics

Le recours à l'embauche de contractuels pour occuper des emplois publics est facilité et banalisé. Les embauches pourront se faire en CDD, mais également en CDI. Le projet de loi prévoit également la création dans le public de « contrats de mission » d'une durée maximale de six années pour la réalisation de projets ou opération particulières.

Extension au public du dispositif de rupture conventionnelle

Ces départs volontaires ou subtilement contraints ouvrant droit à l'allocation de retour à l'emploi,

pourront être mis en œuvre pour les CDI, mais aussi pour les fonctionnaires.

Réforme de la médecine du travail

Le projet de loi prévoit d'accorder au gouvernement la possibilité de légiférer par ordonnances pour réformer son organisation et son fonctionnement. A l'image, là encore, de ce qui s'est passé dans le privé.

Macron, qui fait fonctionner son gouvernement comme le conseil d'administration d'une grande entreprise, veut étendre cette conception managériale à l'ensemble de la fonction publique, en y important ce qu'il croit être les vertus d'un marché du travail entièrement libéralisé : moins de protections et d'outils de défense collectifs pour les agents ; plus de mobilité-précarité. C'est un grand coup de balai dans tous les éléments d'un statut, historiquement issu de la Libération, institué pour préserver les agents du public des pressions et des aléas politiques à la tête des ministères et des collectivités locales. C'est une des conditions pour désamorcer la résistance des agents à la destruction des services publics « *au service du public et pas pour faire du fric* » !★

Perceva poursuit sa stratégie à Supra (Obernai)

Le fonds de retournement (voir encart) Perceva poursuit son opération pour rentabiliser son investissement dans l'entreprise Supra et prévoit 9 nouveaux licenciements.

Perceva a racheté l'entreprise familiale Supra d'Obernai il y a 8 ans, pour rentrer sur un marché porteur. Les poêles à bois et à pellets étaient en vogue. Perceva se targue dans ses interviews de développer les « éco systèmes ».

Depuis ce rachat, Supra a connu PSE sur PSE, perdu plus de 254 emplois, les salaires stagnent et les conditions de travail se sont détériorées. En 2017, une lutte difficile des salariés dirigée par la CGT contre un PSE de 80 suppressions d'emplois avait déjà permis de contrecarrer les plans de Perceva et de le faire payer, même si

le rapport de force n'a pas permis d'arrêter l'hémorragie.

Aujourd'hui, la CGT Supra s'oppose aux 9 nouveaux licenciements et dénonce le non-remplacement des départs (démission-retraite) qui alourdit la perte d'emplois, crée un sous-effectif chronique et aggrave les conditions de travail.

Perceva mène une offensive idéologique contre les travailleurs. Le fond utilise l'équipe dirigeante de Supra pour noyer le poisson et justifier ses plans en parlant des difficultés que rencontre l'entreprise. Cela permet de cacher que Perceva, le véritable patron et propriétaire de Supra, se porte très bien. L'argumentation patronale : « La mauvaise fin d'année, la difficulté des magasins qui distribuent les marques, etc. » sert à cacher ses objectifs et vise à démoraliser les travailleurs pour les décourager de s'engager dans la lutte. Elle surfe sur les difficultés économiques et la mauvaise passe du marché, allant même à rendre le mouvement des Gilets jaunes responsable de la « crise ». Alors que la crise provient du système lui-même et des appétits de profits maximum de sociétés telles Perceva, au bénéfice des actionnaires et au détriment des travailleurs et de leur famille.

Ce qu'est un fonds de retournement

Il s'agit d'une société financière, souvent liée à une banque d'investissement, qui rachète des entreprises à petits budgets (souvent familiales), pour les restructurer, les rentabiliser, viser une position de leader, pour pouvoir les revendre au plus offrant. Le fonds a une vision nationale et internationale. Il va recentrer l'activité quitte à fermer des petits sites.

C'est ce qu'a fait Perceva avec Trailor Lunéville (semi-remorques), en reprenant le site en 2010, en intégrant l'activité au groupe international Trailor ACTM, en réduisant progressivement les emplois et en fermant le site de Lunéville en 2013.



Une action réussie de la CGT Supra, le 29 mars

C'est dans ces conditions complexes que la CGT a organisé une première riposte : une diffusion de tracts sur le marché d'Obernai. Des militants d'autres entreprises ont rejoint l'action qui a été soutenue par la CGT métallurgie. L'accueil par la population a été très chaleureux. Une grande colère s'est exprimée contre ce énième plan de licenciements dans la région. La population laborieuse soutient cette nouvelle lutte pour les emplois face à la volonté inflexible d'un fonds de retournement pour rentabiliser au maximum une entreprise, quitte à la démanteler s'il le faut. La colère s'est exprimée : « Tenez bon, continuez ! Qu'est-ce qu'on peut faire pour vous aider ? » Le contexte actuel de mobilisation a développé la conscience du besoin de populariser les luttes, pour faire face à ces grands groupes qui imposent leur logique de profits contre les intérêts des travailleurs.

Cette action a dépassé le cadre de

l'entreprise et est un début pour porter le combat pour les revendications ouvrières sur le terrain public de la lutte contre un système qui broie les gens.

L'enjeu actuel pour les travailleurs de Supra

Perceva ne dévoilera jamais sa stratégie. Mais quels que soient ses plans, Perceva ne s'arrêtera pas là, il continuera de licencier. Les travailleurs, avec leur syndicat, doivent faire face à l'offensive idéologique du fonds Perceva, déjouer ses pièges. Ils n'ont d'autre solution que le combat : poursuivre leur lutte contre les suppressions d'emplois et la baisse des effectifs ; développer la solidarité avec tous les autres travailleurs qui luttent pour s'unir contre le système d'exploitation capitaliste dont ils sont les victimes. Gagner le soutien de la population est important, la CGT Supra l'a montré. ★

Correspondance

Solidaires de la lutte des ouvriers d'Arjowiggins

Après les fermetures de Ford Blanquefort, Ascoval, avec complicité de l'Etat Macron, 2019 commence avec la lutte des 580 ouvriers d'Arjowiggins de Bessé-sur-Braye (Sarthe).

Cette usine est un fleuron historique du papier couché Arches, filiale du leader mondial de la fabrication de papier technique et création de la holding financière Sequana, leader européen de la papeterie haut de gamme. Le scandale, c'est que l'Etat, premier actionnaire avec la Banque Publique d'Investissement, filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations, soit directement mis en cause dans ce qu'il faut appeler une exécution sommaire et des plus rapides, avec une mise en redressement judiciaire en janvier menaçant 800 emplois et un couperet qui tombe le 29 mars avec l'annonce brutale d'une liquidation judiciaire de l'usine. Le Tribunal de Commerce de Nanterre (tribunal où les patrons sont juge et partie), a écarté tous repreneurs et réduit les offres de reprises, même partielles, aux seuls sites de Bourray (Le Mans) et Château-Thierry. La priorité de ré-industrialisation affichée par Macron avec la BPI se trouve ainsi

démentie dans les faits. En réalité, en reprenant 200 millions de perte d'Arjowiggins et en prêtant ou investissant 180 millions dans le groupe Sequana, fondé par la banque Worms, l'Etat ne fait que nationaliser les pertes et privatiser les profits. L'Etat, y compris avec sa BPI, montre sa vraie nature de classe, loin du mirage d'un Etat Nation, celle d'un Etat des patrons. Aucune des mauvaises raisons invoquées pour la liquidation n'est crédible, ni celle d'un carnet de commande trop rempli avec une demande supérieure à l'offre (800 T/jour de papier haut de gamme par des équipes 24h sur 24 et exportées dans le monde entier), ni celle de l'augmentation des matières premières, la pâte à papier, alors que les usines d'Arjowiggins sont les rares à être certifiées d'économie durable (recyclage du papier « vert » et pâte à papier au coton) et signataires du pacte mondial de l'ONU (appliquant les principes « des droits de l'homme, du droit du travail, de l'environnement et de la lutte anticorruption »).

Au vu des millions de l'Etat engloutis laissant pour cette localité rurale et les ouvriers un sentiment d'énorme

gâchis, c'est pour leur refus de verser seulement 20 millions d'euros, que Macron et Bruno Le Maire sacrifient l'usine, ses ouvriers et la localité sur l'autel des profits de la holding Sequana. C'est depuis 2014 que l'Etat actionnaire de référence du groupe Sequana (8 500 emplois, 30 sites, 22 pays) et de ses 2 filiales, Arjowiggins pour la fabrication du papier et Antalis pour la distribution, a procédé à des cessions et fermetures des usines de fabrication d'Arjowiggins, Arches, Annonay en France, aux USA, Brésil et Pays-Bas, pour un recentrage sur l'activité de la distribution multimarque du groupe Antalis avec des profits immédiats, les plus juteux.

Après la longue lutte des ouvriers d'Arjowiggins Wizernes qui, en 2018, avaient fêté leur victoire contre une fermeture (1615 jours de résistance), les 580 ouvriers de Bessé-sur-Braye ont multiplié les opérations coup de poing pour interpeller la Région et le chef de l'Etat. Le 26 mars, 200 ouvriers occupent les voies de la gare TGV du Mans, bloquant la circulation des trains (20 000 voyageurs) pendant 5 heures. Le 28 février, c'est une opération « ville morte » de la com-

mune sinistrée avec tous les rideaux des commerces baissés. Le 28 mars, c'est la manifestation pour troubler la venue de Macron à Angers pour son « grand débat ». Pour seule réponse, le mépris souverain d'une députée LRM : « C'est un drame. Je demande la mise en place d'une cellule psychologique pour les salariés et sous-traitants » et se dit « en recherche des 20 millions ». A l'interpellation sur une gestion du groupe qui l'amène devant les tribunaux de Londres sous la menace d'une condamnation se chiffant à 160 millions et 20 millions de procès, elle se contente d'une réponse laconique : « Il faut faire la lumière sur la gestion de Sequana ». Pour la CGT d'Arjowiggins, devant l'usine où le nom du groupe est entouré de 2 mannequins pendus figurant Macron et le PDG, l'heure est « au blocage de l'usine pour préserver les machines, l'outil de travail et le stock comme trésor de guerre » pour faire payer au patronat et à son Etat, sous l'égide de la BPI, le prix fort, celui de la dignité pour les ouvriers et pour sortir « d'un marasme économique pour la commune et le bassin de vie », comme le dit un maire sous le choc. ★

Bien que licenciés, ils se battent pour leurs droits et sont régularisés

« Tu vas mourir, toi et ta famille... Enculé... Espèce de fils de pute de noir... »

C'est en faisant connaître cet enregistrement téléphonique (d'un racisme repoussant) que, le 18 mars 2019, quinze travailleurs sans papiers de l'entreprise Pinault-Gapaix, engagent publiquement leur combat avec l'aide de la CGT pour faire reconnaître leurs droits de travailleurs surexploités soumis à des conditions de travail portant atteinte à leur santé et à leur intégrité et pour leur régularisation. Les médias (journaux, télévisions, radios) vont se faire écho des conditions de travail imposés à ces salariés parce que sans titre de séjour valable. Une nouvelle « bombe événementielle », dans la déjà très longue chronique de la lutte des travailleurs et travailleuses sans papiers contre leur surexploitation.

Pinault-Gapaix est une entreprise familiale de démolition et désamiantage de Bobigny (93) de dix-sept salariés embauchés en CDI et qui a aussi recours à une kyrielle d'intérimaires.

Un an auparavant, le 3 mars 2018, ces 15 travailleurs Maliens et Sénégalais sont virés manu militari. La raison ? Les patrons ont vu à la télé des images sur la grève qui court depuis le 12 février des 160 travail-

leurs sans papiers de la région parisienne.

Virés, certes, mais tout aussi au courant de la grève des 160, ils vont trouver la CGT, mais une CGT justement accaparée par la grève. Dans un premier temps, ils n'auront droit qu'à un courrier adressé à leur employeur, lui enjoignant de reconnaître ces travailleurs.

Pour toute réponse, celui-ci niera les connaître, mais une réponse qu'il appuiera par les menaces de morts lors de conversations téléphoniques ?!

Dans le schéma de la surexploitation des travailleurs sans papiers, le couple Pinault-Gapaix / RSI a franchi un cap en contournant la question de l'alias (embauche d'un travailleur avec les papiers d'une tierce personne). Des travailleurs subsahariens en possession de leurs papiers sont embauchés formellement, avec de vrais contrats de mission intérim, mais qui ne mettront jamais les pieds sur les chantiers. Leur poste de travail étant « réservé » en amont à des travailleurs sans papiers de la communauté. L'intérêt ? En cas de contrôle, tout est vrai et rien n'est faux, tout est en règle, de la demande d'autorisation d'embauche préfectorale jusqu'au contrat de mission, y compris jusqu'au fameux badge de chantier.

L'engagement des travailleurs et de la CGT fait plier la préfecture

Devant l'impossibilité de pouvoir faire grève sur le lieu de travail, le débat s'est ouvert entre militants de la CGT partant du principe que « ce n'est pas une problématique de patron voyou ou de traite des êtres humains », qu'il fallait de toute façon engager la lutte avec ces travailleurs.

L'inspection du travail est saisie pour obtenir la matérialité des liens de subordination existant entre Pinault-Gapaix / RSI et les travailleurs afin de pouvoir, une fois les éléments de preuve obtenus, mettre toute la pression nécessaire, tout particulièrement sur le non-respect des normes de sécurité, de prévention-santé, et l'utilisation abusive d'intérimaires sur les chantiers de désamiantage.

Le 28 février 2019, les quinze travailleurs sont informés par l'inspection du travail qu'un signalement auprès du procureur de Bobigny a été enregistré pour « des faits pouvant relever du pénal » commis par les entreprises Pinault-Gapaix et RSI (intérim) à leur rencontre.

La tactique préétablie est alors déployée. Pendant plusieurs jours, mobilisation active des travailleurs devant le siège de Pinault-Gapaix avec les militants CGT ; témoignages sur les conditions de travail qui leur étaient imposées ; publicité des enregistrements téléphoniques...

Les fédérations CGT de la construction (FNCBA) et de l'intérim ainsi que l'Union Départementale CGT 93 se porteront partie-civile dans l'enquête ouverte par le procureur. Le cri de colère poussé par les quinze comme quoi « la chair à chantier sans papiers n'aurait pas à bénéficier du droit à la santé, car elle crèvera au pays et pas ici ! » va sensibiliser l'association des victimes de l'amiante (ANDEVA) qui décidera également de se porter partie civile. Suite à toute cette pression et parce que les travailleurs sans papiers n'ont rien lâché, la préfecture du 93 concédera « le droit à la régularisation des victimes ». Et après avoir tenté un énième : « je vous donne un récépissé jusqu'au jour du procès », elle vient d'annoncer que les quinze travailleurs sans papiers de l'entreprise Pinault-Gapaix embauchés en intérim par RSI se verront délivrer une carte de séjour. ★

Correspondance

Opposition à la privatisation d'ADP

J eudi 14 mars à l'Assemblée nationale les députés ont adopté en nouvelle lecture, par 42 voix contre 17, l'article 49 de la loi Pacte ouvrant la voie à la privatisation d'Aéroports de Paris (ADP) qui regroupe Roissy, Orly et Le Bourget. Cet article prévoit de supprimer l'obligation pour l'Etat de détenir la majorité du capital d'ADP (actuellement 50,63 %, pour un montant évalué à 9,5 milliards d'euros).

Ce projet a coalisé toutes les oppositions, de l'échiquier politique. La quasi-totalité des députés, de l'extrême droite à la France Insoumise en passant par les députés LR et ceux du PS sont montés au créneau pour dénoncer la privatisation d'une entreprise florissante dont la rentabilité frise les 10 %.

L'explication donnée par le gouvernement pour justifier cette privatisation n'a convaincu personne ! En effet, Bruno Le Maire a expliqué que le produit de la cession – une dizaine de milliards d'euros – serait placé au sein d'un fonds, dont le rendement serait consacré à des investissements dans l'innovation. Mais alors, pour-

quoi, lui a rétorqué une députée PS, ne pas consacrer directement les bénéfices annuels rapportés par ADP à ce poste ?

L'autre argument développé par plusieurs députés pour s'opposer à cette privatisation c'est celui du caractère stratégique de cette entreprise pour le pays, notamment en termes d'aménagement du territoire, d'emploi local ou de sécurité des frontières. Les députés « insoumis » et ceux du PCF ont également soupçonné le gouvernement – non sans raison à notre avis – de conduire cette privatisation pour faire un « cadeau à Vinci », candidat à la reprise d'ADP, « pour le dédommager de l'arrêt du chantier de Notre-Dame-des-Landes ».

Ce à quoi le PDG de Vinci a répondu, dans une tribune au journal *Le Monde*, pour dénoncer le « Vinci bashing », se targuant d'être le premier contributeur au budget de l'Etat et se présentant presque comme une entreprise philanthropique ! Mais l'entreprise ADP ne possède pas seulement des aéroports. ADP, c'est aussi le premier propriétaire foncier d'Ile-de-France, grâce à 6 686 hectares dont 411 hectares sont disponibles à

la construction. Il détient aussi plus d'un million de mètres carrés de bâtiments (hangars, hôtels, bureaux, etc.) ; au total, l'immobilier a généré pour ADP un chiffre d'affaires de 265 millions d'euros en 2018, en hausse de 6 %. Cette activité représente 5,9 % de ses recettes et 7,5 % de son excédent brut d'exploitation. Et comme le soulignent plusieurs commentateurs, les réserves foncières d'ADP seront, pour le futur acquéreur, l'un des actifs les plus faciles à transformer en « machine à cash » pour rentabiliser son investissement.

C'est pourquoi les élus d'Ile-de-France s'inquiètent eux aussi de cette privatisation. C'est pour y faire face que les sept conseils départementaux d'Ile-de-France se préparent à entrer au capital d'Aéroports de Paris afin de détenir une minorité de blocage. En effet, les élus des départements franciliens ont fait savoir, dans les colonnes des *Echos*, qu'ils étaient prêts à en racheter 29,9 %. Leurs arguments, repris aussi bien par les conseillers de droite que de gauche se sont exprimés par la voix de la présidente LR du Val-d'Oise : « Les collectivités locales poursuivent des objectifs

d'intérêt général : aménagement du territoire, maîtrise du foncier, maîtrise des enjeux écologiques, maîtrise du développement économique et social, enjeux de transports et de desserte des sites aéroportuaires... »

On le voit, ce projet de privatisation aggrave de multiples oppositions et le gouvernement a bien du mal à convaincre du bien-fondé de ses arguments. Le projet doit revenir devant l'Assemblée au cours du mois d'avril ; sans aucun doute, le gouvernement pèsera de tout son poids auprès de sa majorité pour faire passer cette privatisation. Mais le gouvernement en sortira plus affaibli et encore plus dénoncé comme étant au service exclusif des monopoles. ★

Actuellement, le capital du groupe est réparti entre plusieurs actionnaires : l'Etat français (50,6 %), Royal Schiphol Group (8,0 %), Vinci (8,0 %), actionnaires individuels (4,3 %), investisseurs institutionnels (22,3 %), Crédit Agricole Assurances/Predica (5,1 %) et enfin les salariés (1,7 %). (Données Le Monde)

Réforme des retraites sauce Macron C'est parti !

Macron veut un régime universel « dans lequel un euro cotisé donne les mêmes droits » pour tous, « quel que soit le statut de celui qui a cotisé ». Exit donc les « régimes spéciaux », l'objectif plus général étant d'adapter le système des retraites à la libéralisation et à la précarisation du marché du travail pour, soi-disant, mieux accompagner « ceux dont les carrières sont faites de la succession d'activités exercées sous des statuts différents ».

Âge de départ et niveau des pensions

Les projecteurs se sont braqués ces dernières semaines sur l'âge légal de départ à la retraite, rabaisé de 65 à 60 ans en 1983, puis remonté progressivement à 62 ans depuis 2011. Delavoye, haut-commissaire à la réforme des retraites et chargé de la concertation avec les syndicats, affirme que sa hausse n'est pas à l'ordre du jour. Mais plusieurs ministres, et non des moindres (Buzin, Le Maire, Darmanin, Philippe...), ont voulu « lever le tabou ». Partir plus tard serait pour eux la contrepartie naturelle du vieillissement de la population et le moyen le plus efficace et le plus rapide de financer la dépendance.

Dans de nombreux pays (Allemagne, Belgique, Espagne, Grèce, Italie...), la tendance est au recul progressif de l'âge légal de départ, jusqu'à 65, voire 67 ans. Mais d'autres leviers existent pour retarder l'âge de départ effectif sans toucher, pour l'instant, à l'âge légal. Le passage de 37,5 (150 trimestres) à 40 ans (160 trimestres), puis à 41,5 ans (166 trimestres), nécessaires pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein, et le calcul sur la base du salaire moyen des 25 meilleures années (au lieu des 10 meilleures), ont déjà rapproché des 63 ans l'âge effectif moyen de départ à la retraite d'un salarié du privé non-cadre. Et cette tendance va encore être brutalement accélérée par la réforme des retraites complémentaires Agirc-Arrco qui a instauré, au 1^{er} janvier 2019, un malus de 10 % pendant 3 ans pour tous ceux qui liquident leur retraite avant 63 ans. Le taux de remplacement du salaire par la retraite, qui était encore de 83 % au début des années 1990 pour les salariés ayant effectué une carrière complète dans le privé, n'est

aujourd'hui maintenu à ce niveau que pour ceux qui liquident leur retraite à 67 ans. Ramené à moins de 73 %, il a chuté de 10 points pour ceux qui font liquider leur retraite à l'âge « légal » de 62 ans (Évolutions et perspectives des retraites en France, rapport annuel du COR – Juin 2018).

L'arme des « points »

Avec un système à points, qui est au cœur de la nouvelle réforme, ce n'est plus le salaire moyen des meilleures années, mais le nombre de points achetés tout au long d'une carrière professionnelle qui sert à établir le montant des retraites. Même si les périodes de chômage ou de maternité devraient donner lieu à l'attribution de points gratuits (à quel niveau ?), la précarité et les périodes les plus mal rémunérées auront un poids beaucoup plus fort sur le niveau des pensions. Incitation, donc, à des départs plus tardifs et, pour ceux qui le peuvent, à se tourner, en complément, vers l'épargne personnelle. Les futurs gouvernements et leurs majorités pourront, en outre, à tout moment, fermer le robinet des dépenses : via la détermination,

chaque année, du taux de cotisation et du prix d'achat du point (qui permet de convertir les cotisations salariales et patronales en points), et de la valeur du point convertible en pension.

Macron, son gouvernement et leurs mandants patronaux voudront passer en force et ils nous conseillent déjà de regarder vers l'Italie ou la Suède qui préconisent des ajustements à la baisse des retraites en fonction de l'espérance de vie individuelle de chaque retraité ! Mais la voie n'est plus aussi dégagée pour eux qu'il y a quelques mois. Des mobilisations se sont déjà développées consécutives à la hausse de la CSG, pour la revalorisation des pensions et le maintien des pensions de réversion, plus globalement contre la paupérisation et la précarisation qui touchent la grande majorité de la population... Prenons appui dessus pour combattre cette énième réforme des retraites qui va encore plus loin dans les sacrifices exigés de tous ceux qui ne peuvent pas, comme les grands patrons du CAC 40, s'assurer des retraites chapeaux de plusieurs dizaines de millions d'euros ! ★

Fin de la trêve hivernale

Le 31 mars est une date que des milliers de locataires en grande précarité redoutent : elle marque en effet la date à partir de laquelle ils peuvent être expulsés de leur logement ; quant aux 155 000 lits d'hébergement d'urgence qui existent en France, ils vont, pour une part, être fermés à cette date.

Dans la nuit du 7 au 8 février 2019, la mairie de Paris au cours de son action « la nuit de la solidarité » a recensé 3 641 sans-abri ; parmi eux, 12 % de femmes et 14 % de travailleurs pauvres.

En 2017, les tribunaux avaient pris 126 000 décisions d'expulsion, dont la quasi-totalité pour impayés locatifs et 15 547 ménages avaient effectivement été expulsés par la force, record « historique » selon la Fondation Abbé Pierre.

Tous les indicateurs font les mêmes constats : le problème du logement ne fait que s'aggraver en France : flambée des prix dans les grandes métropoles, spéculation immobilière, précarité énergétique, baisse du pouvoir d'achat des ménages modestes, à quoi il faut ajouter l'explosion de la précarité.

Les différentes mesures prises par le gouvernement Macron à l'automne 2017 concernant les APL et les organismes de bailleurs sociaux ne

peuvent qu'aggraver la situation. Moins de construction de logements sociaux, moins de rénovations...

Or, le poste logement est le plus gros poste de dépense des ménages et un poste incompressible... sauf à ne plus pouvoir payer et se retrouver à la rue ! Combien de familles se privent de nourriture, de chauffage, pour pouvoir s'assurer un toit. Mais il suffit d'un accident de la vie, comme on dit pudiquement – licenciement, divorce, accident... – pour se retrouver dans une situation où il n'est plus possible de faire face à cette dépense. Mal logés, à l'étroit, dans des logements insalubres, avec un prix du loyer qui avale la plus grosse partie du revenu, la question du logement devient un problème social de grande ampleur, une « catastrophe sociale » dit le DAL ! Combien de ménages retournent vivre chez les parents parce qu'ils n'ont plus les moyens de se payer un logement ; combien de jeunes rêvent de prendre une autonomie impossible.

Les associations qui militent sur ce front se sont particulièrement mobilisées cette année, le samedi 30 et le dimanche 31 mars, pour faire entendre le cri de tous ceux qui, mal logés ou à la rue, ont besoin d'un



toit. Diverses actions spectaculaires ont été menées et le Dal a manifesté avec des Gilets jaunes pour faire entendre leurs exigences.

« Un toit c'est un droit », disent les militants du droit au logement. Que ce soit la Fondation Abbé Pierre, l'Armée du salut, le Dal ou d'autres collectifs à Paris et en province qui se

mobilisent sur le front du logement, tous font entendre les mêmes exigences :

- Plus aucune expulsion sans solution de relogement
- La construction massive de logements sociaux accessibles aux petits revenus
- L'encadrement des loyers dans les grandes métropoles. ★

Tournée européenne de Xi Jinping

Invité par E. Macron, le Président chinois a effectué une visite d'Etat en France du 24 au 26 mars.

Le 21 mars, il avait auparavant fait étape en Italie où son séjour, pour la plus grande contrariété de la France et de l'Allemagne, s'est achevé par une adhésion de l'Italie à l'initiative chinoise des « nouvelles routes de la soie ». Merkel et Juncker ont été appelés à Paris pour plaider un dialogue au niveau de l'UE.

La nouvelle route de la soie

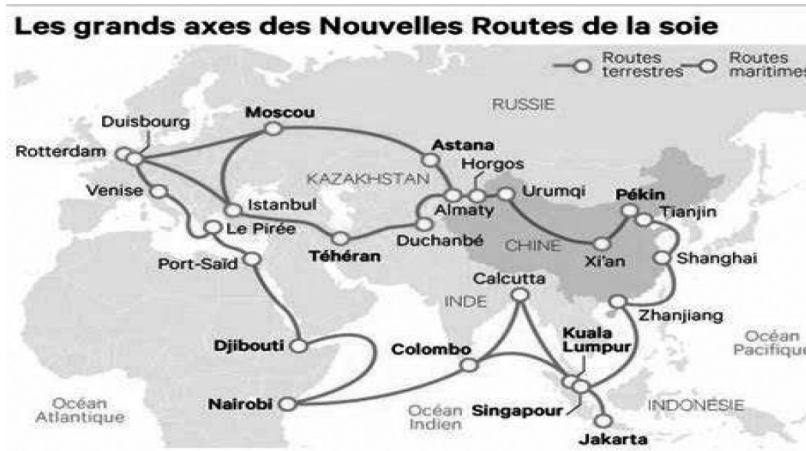
« La nouvelle route de la soie » également appelée « ceinture et route » ou « Initiative route et ceinture » est le grand projet du président Xi Jinping. Il consiste à la mise en place de tout un réseau d'infrastructures maillant rails, routes et ports, pour relier la Chine et l'Europe. Aux 13 000 km de voies ferrées, s'ajoute la prise de contrôle de ports prestigieux comme celui du Pirée en Grèce (en 2016, au moment où les dirigeants de l'UE, la Troïka imposaient les mesures drastiques au peuple grec), mais aussi de Valence ou de Bilbao en Espagne...

Il ne s'agit pas seulement d'élargir les canaux de diffusion des produits chinois, mais d'une stratégie globale d'expansion économique qui draine les capitaux chinois : 145 milliards investis en Europe depuis 2010, avec des prises de contrôle sur de grandes compagnies, au Portugal (électricité, banque et assurance), en Suède (Volvo), France (Club Med, Olympique Lyonnais, domaines viticoles du Bordelais, poudre de lait infantile, aéroport de Toulouse que les investisseurs chinois semblent aujourd'hui vouloir revendre...), Italie (Pirelli...). C'est précisément en Italie que le Président Xi Jinping a commencé son voyage officiel dans 3 pays européens : Italie, Monaco et France. Cette étape italienne s'est soldée par

la signature de dizaines d'accords commerciaux, ce qui est somme toute assez habituel, mais surtout, par la signature d'un protocole pour l'adhésion de l'Italie à la « nouvelle route de la soie » : avec, comme trophée pour la Chine, les ports de Gênes à l'Ouest et de Trieste à l'Est. La Grèce, le Portugal et la Hongrie l'avaient précédée dans l'adhésion à cette « nouvelle route de la soie », mais l'Italie est le premier pays du G7 à le faire. Cela lui a valu de vives critiques de la part de ses « partenaires » européens qui lui reprochent d'avoir voulu faire cavalier seul. Macron est monté au créneau pour réclamer « une approche coordonnée » face à la Chine.

De beaux contrats, mais...

L'impérialisme français n'a, pourtant, pas voulu être en reste. Une trentaine d'accords commerciaux ont été signés dans différents domaines comme l'exploration spatiale, l'énergie, l'agro-alimentaire, la finance ou la culture... Mais c'est surtout l'accord commercial signé le 25 mars pour la vente de 300 Airbus à la Chine (contrat de 30 milliards d'euros) qui est brandi comme une avancée dans le « rééquilibrage » des échanges commerciaux avec la Chine. On en est pourtant encore très loin. Il ya bien quelques percées d'entreprises françaises en Chine, notamment dans le domaine du nucléaire, mais aussi de l'automobile (Peugeot PSA), de la grande distribution (Carrefour, Auchan) ou de la pharmacie (Sanofi)... Mais avec 20,8 milliards d'exportations françaises en Chine, contre 49,9 milliards d'euros d'importations chinoises en France en 2018, l'impérialisme français peut toujours rêver « plus d'équilibre et de réciprocité » dans les relations économiques et commerciales avec Pékin ! Rivaliser de fastes pour



accueillir le couple présidentiel chinois dans une somptueuse villa niçoise, avant la réception à l'Elysée, ne suffira pas pour pouvoir discuter d'égal à égal avec la deuxième puissance économique mondiale. Et les sujets d'inquiétude sont nombreux : plus que toutes les autres puissances européennes sans doute, l'impérialisme français craint les ambitions chinoises en Afrique ; et comme tous les autres, il ne peut que constater l'avance considérable prise par la Chine avec Huawei dans le développement de la 5G.

Merkel et Juncker, invités surprise

Si, bien évidemment, chacun joue sa partition, il était important d'afficher un tant soit peu d'unité pour éviter que la Chine puisse trop facilement jouer des contradictions internes à l'UE, comme elle vient de le faire avec l'Italie.

La chancelière allemande, Angela Merkel, et le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, se sont donc retrouvés aux côtés de Macron, le 26 mars, dans le grand salon de l'Elysée pour, durant une petite heure, donner l'illusion d'un front commun de l'UE face à la puissance chinoise qualifiée par la Commission européenne de « rival

systémique ». Lucidité acide de Merkel : « Nous, Européens, nous voulons jouer un rôle mais cela doit conduire à de la réciprocité et nous avons un peu de mal à la trouver ». Et, comme d'habitude, fanfaronnades de Macron : « Nous attendons naturellement de nos grands partenaires qu'ils respectent (...) l'unité de l'Union européenne comme les valeurs qu'elle porte ».

La tenue de cette rencontre, qui symbolise la volonté de discuter au niveau de l'UE au lieu que chaque Etat membre négocie individuellement avec la Chine, est une première. Si Xi Jinping l'a acceptée, c'est qu'il y a, sans doute, vu un moyen de montrer aux Etats-Unis que la Chine n'est pas toute seule. Pour Merkel et Macron, qui veulent éviter de faire les frais des tensions USA-Chine, c'est une manière de prendre des distances vis-à-vis de la politique de Trump.

Cette tournée européenne du chef de file de la superpuissance chinoise et la façon dont elle s'est déroulée traduisent la lutte acharnée que se livrent les grandes puissances pour imposer leur hégémonie et/ou défendre leurs marchés. Dans ce contexte, l'UE ne peut pas être une protection pour les travailleurs et des peuples dont le camp ne peut, en aucun cas, être celui de l'impérialisme, qu'il soit américain, chinois ou aux couleurs « européennes ». ★

Vers un Brexit « mou » ?

Une chose est sûre : le Brexit n'a pas eu lieu le 30 mars, comme cela était prévu depuis que le gouvernement May a enclenché la procédure prévue par l'article 50 du Traité de l'UE, sur les modalités de « sortie ». On peut même penser qu'il n'aura pas lieu avant les élections européennes, car cela aurait un effet « négatif » pour des élections qui mobilisent essentiellement les forces politiques qui espèrent faire élire des députés, mais pas la masse des électeurs potentiels, dans aucun des pays de l'UE.

T. May continue à affirmer qu'il aura bien lieu quand les négociations sur

les relations économiques entre le Royaume-Uni et l'UE seront terminées. May s'est engagée à trouver un accord avec le parti travailliste et son dirigeant, Corbyn, une hypothèse qu'elle avait toujours écartée jusqu'à présent. Autrement dit, la discussion n'est plus sur le Brexit, mais sur les relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'UE. Elle propose une union douanière qui donne le libre accès au marché de l'UE et réciproquement, sans droits de douane, en contrepartie du respect de certaines règles sanitaires de l'UE et du respect de la compétence exclusive de l'UE à négocier des accords com-

merciaux internationaux (comme celui entre l'UE et le Canada). Un tel accord existe entre l'UE et la Norvège ou la Turquie. Mais ce n'est pas un gouvernement dirigé par May qui peut espérer mener ce processus à son terme. Sa survie en tant que Premier ministre est menacée, d'autant que les démissions de ses ministres se multiplient. C'est pourquoi, elle a demandé à l'UE un nouveau délai, allant même jusqu'à s'engager à organiser les élections européennes au Royaume-Uni ! En fait, ce délai lui permettrait de partir en prétendant avoir mené à bien le Brexit.

Les milieux d'affaires disent qu'il faut mettre fin au climat d'incertitude « défavorable aux affaires ». Or, c'est avant tout cette question qui est le moteur de la construction européenne : créer les conditions pour que les monopoles puissent se développer, gagner des marchés, être compétitifs au niveau international... le tout sur le dos des travailleurs et des peuples.

Le gouvernement Merkel est favorable à une solution de compromis. Macron ne peut s'y opposer et Barnier se dit prêt à présenter un texte sur l'accord de libre échange, en « deux jours ». ★

70^e anniversaire de l'Otan

On revient aux fondamentaux, pour éviter les divergences

Il y a encore quelques mois, le 70^e anniversaire de l'Otan devait être l'occasion de célébrer à Washington les succès de cette alliance militaire lancée par les USA juste après la Deuxième Guerre mondiale. Les tensions entre plusieurs Etats membres et les USA, les foudrues de Trump, les approches différentes sur plusieurs questions internationales et les difficultés internes de plusieurs Etats, ont amené les dirigeants US, organisateurs de l'événement, à « réduire la voilure » en évitant de mettre en première ligne les chefs d'Etat et de gouvernements. Ce sont les ministres des affaires étrangères des 29 Etats membres qui se sont réunis avec leur homologue Pompeo US, les 3 et 4 avril, pour un sommet assez protocolaire, en attendant le prochain qui devrait avoir lieu en décembre, au Royaume-Uni (sorti en principe de l'UE !), avec les chefs d'Etat. Si personne, pas même Trump, ne remet en question l'existence de cette alliance militaire, la seule de cette ampleur et de cette puissance, le débat sur ses objectifs est ouvert. La déclaration finale, d'une page, revient sur les « fondamentaux », sur lesquels il y a le moins de divergences : la réaffirmation du lien transatlantique, la dénonciation de la Russie « plus agressive », la poursuite de la « lutte contre le terrorisme », les objectifs de renforcement des capacités militaires, la politique d'élargissement de l'Otan et les liens avec l'UE. Pompeo a placé « l'agression russe en tête des menaces » et dans les discussions de ce sommet, l'accent a été mis sur la nécessité de renforcer la présence aérienne et navale de l'Otan en mer Noire, pour contrer la Russie qui y a renforcé sa présence. Cette insistance à dénoncer l'agressivité de la Russie est très largement partagée par plusieurs gouvernements des

Etats de l'Est européen, membres de l'Otan. Le gouvernement polonais propose deux milliards de dollars pour la construction d'une base US permanente sur son territoire. Cette rhétorique de la menace russe trouve aussi un écho parmi les gouvernements des Etats du Nord de l'Europe, même ceux qui ne sont pas formellement membres de l'Otan ; ils proposent quant à eux leurs territoires pour de grandes manœuvres otaniques, comme la dernière manœuvre « Trident », la plus importante depuis 1945. Mais cette activité belliciste se heurte aussi à un mouvement anti-guerre, un mouvement pacifiste, important, qui se développe dans ces pays, comme en Norvège, en Suède et au Danemark. La récente décision étasunienne de se retirer du traité sur les armes nucléaires de portée intermédiaire (voir *La Forge* de février 2019) n'a pas été évoquée dans la déclaration finale, car elle ne fait pas l'unanimité au sein des pays membres. Mais elle signifie la relance de la course aux armements nucléaires, qui vont se retrouver dans les arsenaux d'Etats membres de l'Otan.

Les points de divergences se multiplient

Ils portent essentiellement sur l'appréciation de la situation mondiale et les priorités qui en découlent pour l'Alliance qui prétend jouer un rôle global, au-delà du « lien transatlantique ».

L'impérialisme US veut que la Chine soit désignée comme une menace. Tous les Etats membres ne sont pas d'accord pour franchir ce pas et pour étendre le champ d'intervention de l'Otan en Asie Pacifique. Il veut que les Etats européens continuent à accroître leurs dépenses d'armement,

même au-delà des 2 % du PIB, une exigence qui s'adresse directement à l'Allemagne. Cette critique favorite de Trump occulte pourtant une réalité : le gouvernement allemand va augmenter de 20 milliards chaque année les dépenses d'armement, et les 2 % du PIB correspondraient à 80 milliards d'euros, soit deux fois plus que le budget militaire français !

L'exigence étasunienne des 2 % n'est pas contestée par les dirigeants français. Mais ils défendent avant tout les intérêts des monopoles d'armement français, franco-allemands, franco-britanniques... C'est pourquoi la ministre Parly a lancé, le 18 mars, à Washington, une « pique » en disant « la clause de solidarité de l'Otan s'appelle Article 5, pas l'article F-35 », faisant référence à l'activisme du Pentagone pour vendre cet avion aux alliés de l'Otan.

Autre point de divergences au sein de l'Otan, la politique de la Turquie. Erdogan veut acquérir le système anti-missiles russe, S-400, tout en achetant des F-35 US. De plus, les industriels de l'armement turcs se sont lancés, avec l'aide de l'Etat, dans plusieurs programmes de fabrication d'armes. Tout cela est considéré comme un affront que les dirigeants étasuniens ne peuvent tolérer de la part d'un Etat qui fournit le plus gros contingent de soldats à l'Otan, qui abrite la base US d'Inçirlik, où stationnent des bombardiers nucléaires US et qui joue un rôle important dans la région, notamment en Syrie.

Plus important encore, la question de la « défense européenne » mise en avant par Macron et soutenue, avec des réserves, par Merkel.

Trump est monté très « haut » contre la volonté de Macron de mettre sur pied une « armée européenne ». Interrogé par une commission parlementaire, le très otanien général

Mercier, qui avait été à la tête du « commandement allié Transformation », un des deux commandements stratégiques de l'Otan, a donné la vision qui prévalait en 2016, au moment du sommet de Varsovie. « La défense collective est principalement du ressort de l'Otan, pas d'armée européenne, pas de duplication des commandements avec l'UE. » C'est dire que les pas faits dans la mise en place d'une politique de défense européenne, autonome, de la constitution d'une base militaro-industrielle au niveau européen, font hurler les dirigeants politiques et militaires étasuniens.

Faudrait-il pour autant se « réjouir » de cette politique, au prétexte qu'elle participerait à l'affaiblissement de l'Otan ? C'est une très dangereuse illusion, pour plusieurs raisons.

La première, c'est que cette « autonomie » est plus proclamée qu'effective. Pour le moment, il s'agit davantage de la concrétisation de la thèse du « partage du fardeau », chère à Trump, qui consiste à augmenter les capacités militaires des Etats européens. Elle tient aussi compte du fait que la politique actuelle des USA, « America first », ne veut pas se sentir liée par une obligation d'intervention militaire, pour de « petits pays », mêmes membres de l'Otan ou alliés, qui ne représentent pas un intérêt stratégique pour l'impérialisme US.

D'autre part, cette politique participe de la militarisation générale et de la course aux armements qui se développent actuellement, y compris dans sa dimension nucléaire, dans la militarisation de l'espace et la « cyber guerre ».

C'est pourquoi, nous défendons les mots d'ordre de

Retrait de la France de l'Otan

Dissolution de l'Otan

Ni Otan, ni « défense européenne ». ★

Impérialistes, hors de Syrie !

La chute de Baghouz, près de la frontière avec l'Irak, a été présentée comme la victoire militaire de la coalition internationale dirigée par les USA sur le dernier bastion de l'EI. Après le passage des avions déversant des centaines de bombes, les commandos des forces démocratiques syriennes ont mené les combats sur le terrain. Ce sont principalement des forces kurdes qui ont fait ce « travail », pour la coalition impérialiste occidentale, qui leur demande en plus de veiller à ce que les djihadistes et les familles restent sur place. En contrepartie, elles

demandent à Erdogan de freiner ses ardeurs à vouloir lancer son armée contre elles.

Cette guerre de huit années laisse un pays et une région ravagés et si l'EI ne contrôle plus de grandes zones, les images mêmes de cette opération, avec des combattants exténués, blessés, mais convaincus de la justesse de leur cause, des files de femmes et d'enfants qui sont restés jusqu'au bout, vont sans aucun doute susciter des vocations. Comme nous le disons depuis le début des « guerres contre le terrorisme », c'est l'impérialisme, le pillage et l'oppression auquel il soumet ces

pays, ces peuples, et surtout les guerres qu'il mène qui nourrissent ces mouvements en combattants résolus.

C'est la troisième guerre, après celle d'Irak et celle d'Afghanistan, menée par l'impérialisme US et ses alliés, qui se solde par une plus grande instabilité, sur fond de chaos et de destructions de centaines de milliers de vies et d'infrastructures. Cette fois, elle se solde « en plus » par un nouveau rapport de force entre toutes les puissances impérialistes et les puissances régionales. La Russie de Poutine a renforcé sa présence dans cette région du Moyen-Orient dont elle avait été

pratiquement écartée, à quelques bases près, dont celle de Latakia, en Syrie. Son influence, qui s'appuie notamment sur les capacités militaires qu'elle a montrées sur le terrain, lui a permis de prendre des initiatives, en écartant les USA et leurs alliés, dont l'impérialisme français, pour tenter de trouver une solution politique en Syrie même. Mais si Poutine « parle avec tout le monde », notamment avec les dirigeants iraniens, turcs, ceux d'Arabie saoudite et même d'Israël, il n'a pas les moyens d'imposer une solution et, encore moins, de financer la reconstruction de la Syrie. ★

Rome

Manifestation nationale contre les grands travaux inutiles et nuisibles

Plus de 100 000 personnes dans les rues de Rome, le 23 mars ! Après le succès de la mobilisation NO TAV de décembre dernier contre la ligne à grande vitesse Lyon-Turin (plusieurs dizaines de milliers de personnes dans la capitale piémontaise), la manifestation du 23 mars à Rome a fait converger tous les mouvements de contestation contre tous les grands travaux

inutiles et nuisibles, notamment le mouvement NO TAP contre le corridor sud du gaz derrière lequel se cachent mafia et argent sale. Tandis que le gouvernement issu de l'alliance Ligue-Mouvement 5 Etoiles s'est auto-proclamé « gouvernement du changement », les manifestants ont répondu « Nous avons besoin d'un changement radical et non d'un gouvernement de changement ».

Piattaforma comunista a soutenu l'appel à cette grande manifestation : « NO TAV, NO TAP ! Luttons unis pour la protection de l'environnement et de l'eau publique, pour le respect des équilibres naturels et de la volonté des populations concernées. Descendons dans la rue pour faire entendre la protestation sociale au gouvernement des escrocs et des profiteurs ! » Une lutte pour l'environnement qui s'in-

sère, comme le soulignent nos camarades italiens, dans la lutte d'ensemble contre le système d'exploitation capitaliste, responsable des désastres environnementaux et des spéculations au détriment des territoires et qui met sur la table la nécessité d'un changement révolutionnaire : « Solo la rivoluzione è cambiamento ! » « Seule la révolution est changement ! ». ★

Espagne

Des élections dans un contexte grave

En ne votant pas le budget, les partis nationalistes catalans ont fait chuter en février dernier la coalition au pouvoir, dirigée par le social-démocrate Sanchez. Des élections législatives vont avoir lieu le 28 avril prochain. Le contexte est grave : devant la perspective d'une nouvelle crise économique, la bourgeoisie se prépare à imposer une politique plus dure contre les travailleurs et les masses populaires. La gauche réformatrice, en pleine décomposition, se livre à des batailles d'appareil, totalement éloignées des préoccupations sociales des masses, qui s'inquiètent à juste titre de l'arrogance du parti d'extrême droite, Vox, qui se réclame ouvertement du franquisme. Nos camarades du PCE (m-l) ont défini leur position pour ces prochaines élections, dans un texte public dont nous publions des extraits.

« Sans aucun doute, la situation politique dans notre pays va être fortement conditionnée par le nouveau cycle électoral, qui va se dérouler dans des circonstances très différentes de celle de 2014-2015. Du fait de la croissante concurrence inter impérialiste, et au milieu d'une conjoncture économique qui s'aggrave, l'oligarchie va actionner tous ses instruments pour renforcer le régime politique, afin de faire face à ses besoins de restructuration économique dans les conditions les plus favorables à ses intérêts. » Analysant les positions des partis réformatrices, les camarades soulignent : « Quarante ans de molle soumission de ces partis au diktat du capital, en tant que "opposition loyale" et "pilier gauche" du régime monarchique (...) ont conduit à la décomposition politique, idéologique et organisationnelle de la gauche. »

Dans un contexte où les forces révolutionnaires sont encore faibles, une partie des masses populaires iront voter, « alarmées par les fanfaronnades des droites qui se disputent le vote "ultra". (...) Nous, communistes, savons que ces élections ne vont pas inverser la tendance que nous avons vu se développer ces dernières années, en particulier parce que la gauche s'y présente divisée et sans alternative globale au régime. (...) Les droites posent le débat dans des termes très crus, dans la perspective d'importantes régressions des droits de tous types, et notre classe est en situation d'utiliser son vote pour l'empêcher. Face à cela, (...) nous, les communistes, nous ne pouvons pas rester à l'écart du problème électoral ; c'est une bataille qui, en fin de compte, est politique et dans laquelle nous ne pouvons pas abandonner notre classe. C'est pour cela que le

PCE(m-l) appelle la classe ouvrière et les secteurs populaires à non seulement ne pas donner un seul vote aux droites, mais à voter activement pour les gauches. (...) Il s'agit purement et simplement de gagner du temps face à la réaction, de fabriquer les instruments nécessaires pour organiser une réponse adéquate des classes travailleuses aux tentatives de régression. Ceci signifie pour les travailleurs et travailleuses que, en plus d'aller voter, nous devons nous organiser. C'est pourquoi nous nous engageons à aider le peuple travailleur à s'unir et s'organiser dans la défense de ses intérêts. En second lieu, nous utiliserons cette période électorale pour expliquer inlassablement ce qu'a signifié, et ce que signifie réellement, le fascisme en général, et en Espagne en particulier : exploitation, misère, répression et obscurantisme ». ★

Turquie

Elections municipales : un revers pour Erdogan

Un scrutin national pour élire les maires vient d'avoir lieu en Turquie. Plusieurs grandes villes, dont Istanbul, ont été perdues par le parti au pouvoir. Nous reproduisons ci-dessous un article, traduit par nos soirs, de Kamil Tekin Surek, paru le 3 avril dans le quotidien en anglais Evrensel (www.evrensel.net).

La coalition AKP + MHP (1) a reçu une bonne leçon lors des élections locales.

Nous pouvons attribuer cela beaucoup plus à l'effet de la crise économique qu'au succès du CHP.

Au cours de la dernière année, une baisse du revenu des travailleurs d'au moins 30 %, une augmentation du chômage dans la même proportion, des préoccupations pour l'avenir se répandant parmi les jeunes, la grande majorité des jeunes instruits incapables de trouver un travail et une inflation galopante, l'impudence et la vanité des partisans du parti au pouvoir, la corruption, la propagande faite dans un langage dénigrant le peuple, la pression des médias pro-ré-

gime et l'augmentation importante de la mendicité au point de devenir ingérable et insoutenable, le fait qu'Erdogan parle toute la journée sur les chaînes de télévision, les défis posés aux municipalités des grandes métropoles, le problème du trafic, de places de parking et les tarifs élevés des transports en commun, l'augmentation des prix de l'électricité, du gaz naturel et du carburant, l'augmentation des prix des biens de consommation de base, les points de ventes de produits à prix réglementés, etc. ont conduit, y compris une frange de ceux qui ont soutenu l'AKP pendant des années, au désespoir.

Même l'exploitation de la religion et du drapeau que le parti au pouvoir s'est évertué à accrocher à cette question n'a servi à rien. En ce qui concerne la propagande sur la « question de survie » (2), cela n'a même pas été pris au sérieux par une grande partie de ses partisans. (...) Les municipalités que l'opposition a conquises ne vont pas avoir la tâche facile. Le parti au pouvoir ne donnera pas de fonds aux municipalités de

l'opposition et fera tout son possible pour entraver leurs actions. (...) L'opposition municipale ne doit pas travailler comme avant. Il n'y a rien de louable dans la façon dont les municipalités de l'opposition ont eu l'habitude de fonctionner. Le peuple a voté pour l'opposition en réaction au parti au pouvoir et non parce qu'il appréciait vraiment la façon dont travaillaient les municipalités auparavant. Les municipalités de l'opposition doivent faire leur travail en lien avec les gens pour résoudre les problèmes pressants de la population. Le fait que le parti au pouvoir dise qu'il n'y aura pas d'élections avant quatre ans et demi et qu'il restera au pouvoir ces quatre ans et demi est une tentative pour se donner du courage. Il cède à la peur. Le lendemain du 31 mars, personne en Turquie ne croit qu'il va rester au pouvoir pendant quatre ans et demi. Pas même lui.

Les patrons avaient depuis longtemps décidé que le programme du FMI, qui a frappé les masses travailleuses, et le poids de la crise n'auraient des effets

qu'après les élections du 31 mars. Le peuple sera demain encore davantage appauvri dans le cadre du programme du FMI et l'on s'efforcera de le soumettre à des contraintes encore plus lourdes afin qu'il ne se dresse pas contre ce programme.

Les forces démocratiques doivent, sans perdre de temps, se mettre en mouvement sur une plate-forme anti-FMI, pour la lutte populaire et démocratique. Se complaire dans la victoire électorale aurait des conséquences préjudiciables pour le peuple. Si les forces de la démocratie défendent les revendications du peuple et renforcent son degré d'organisation, si elles intensifient leur lutte organisée contre le coût élevé de la vie, contre le chômage et contre l'oppression, alors tout sera différent. ★

(1) MHP : parti ultra nationaliste d'extrême droite allié à l'AKP d'Erdogan.

(2) Erdogan n'a eu de cesse de marteler dans ses discours que « ce ne sont pas seulement des élections pour des maires mais pour notre survie ».

Equateur

La gauche révolutionnaire se renforce

Les élections locales viennent d'avoir lieu en Equateur. Le gouvernement néolibéral de Moreno, qui s'est beaucoup rapproché des USA, en sort très affaibli. La droite, tous partis confondus, gagne, mais reste divisée. Les candidats soutenus par l'ex-président Correa remportent plusieurs préfectures, montrant qu'il conserve une influence.

Dans ce panorama d'éparpillement, ce sont les résultats de la gauche révolutionnaire, autour de l'Union patriotique, qui sont l'élément le plus encourageant, dans un contexte général, en Amérique Latine, marqué par les avancées électorales de la réaction. Nous reproduisons de larges extraits du bilan tiré par le CC du Parti Communiste Marxiste-Léniniste d'Equateur (PCEML).

« Les élections se sont achevées, pour l'élection des représentants des Gouvernements Autonomes Décentralisés (les GAD's) : Préfets provinciaux, maires, conseillers de cantons urbains et ruraux, et membres des Juntas paroissiales. Il s'agit donc de plusieurs milliers de représentants, dont les candidats devaient être présentés par les partis et mouvements politiques légalement

validés auprès du Conseil National Electoral.

C'était la première élection après les dix ans de « corréisme »¹ avec, comme conséquence, une prolifération inhabituelle de candidats aux différents sièges. Cela a provoqué une forte dispersion des forces politiques nationales et des mouvements locaux, la conclusion d'alliances entre forces totalement dissemblables et incohérentes, avec le soutien des grands partis bourgeois, l'investiture de candidats sans aucune référence idéologique et politique, avec l'appui des leaders politiques bourgeois. C'est pourquoi, cette campagne a été marquée par le clientélisme, la démagogie, les cadeaux aux électeurs pour gagner leur appui, l'utilisation sans contrôle des subsides de l'État pour certains candidats, les millions investis pour la propagande, en dépit des normes et des mécanismes mis en place.

La campagne électorale a été prise en mains par les communistes d'Equateur comme une importante bataille politique des forces populaires face à la machinerie de la bourgeoisie, face aux partisans du corréisme, toujours présents, et face au gouvernement. Notre Parti a tracé bien en amont le

caractère que devait prendre la campagne ; elle devait nous servir à démasquer la politique antipopulaire du gouvernement actuel, des différents représentants de la bourgeoisie et des caciques à son service dans les différents organes du gouvernement local, à approfondir la dénonciation et le combat contre la corruption, le désordre et l'autoritarisme corréiste. Nous voulions aussi gagner les secteurs de travailleurs, de la jeunesse, des femmes et des peuples à une claire orientation de gauche ; pour diffuser les propositions qui correspondent aux besoins les plus pressants ; pour choisir les meilleurs candidats et candidates et développer une action unitaire de la gauche, avec les partis, personnalités démocratiques et patriotiques de la tendance de la gauche.

L'UNITÉ POPULAIRE, mouvement politique de gauche révolutionnaire, légalisé par le Conseil National Electoral, organisé dans tout le pays, que nous, marxistes-léninistes, soutenons de façon conséquente, a levé le drapeau rouge dans cette bataille électorale et a organisé des actions dans les villes et à la campagne. () Il faut signaler l'esprit de décision et la ténacité avec lesquels nos militants,

les membres de l'Unité Populaire, les dirigeants de différentes organisations sociales, partis et mouvements politiques alliés, nos camarades candidat-e-s, leurs familles et amis, ont maintenu tout au long de la campagne. Avec des moyens limités, sur les plans économique et matériel, ils ont réussi à surmonter les limitations et à montrer que les forces de gauche sont vivantes et actives sur la scène politique du pays.

Avec les accords publics et les alliances avec des partis et mouvements de gauche, nous avons réussi à gagner les préfectures provinciales à Cotopaxi, dans la région de Sierra ; à Orellana et Zamora dans la région de l'Amazonie ; les mairies dans les capitales provinciales de Esmeraldas, de Machala dans la province d'El Oro (sur la Côte) et à Francisco de Orellana en Amazonie...

(...) Cette victoire ouvre des perspectives plus grandes pour le redressement des forces populaires, pour le développement du mouvement social, pour un processus plus stable de l'unité de la tendance démocratique et de gauche, pour la croissance et le développement de notre parti. » ★

1- Du nom de Rafael CORREA, président de la République de 2007 à 2017.

Palestine

Multiplier les actions de soutien au peuple palestinien

Il y a un an, les Palestiniens de Gaza lançaient la grande Marche du retour. Ce mouvement, issu de la société civile palestinienne, voulait, par de grandes marches populaires et pacifiques, revendiquer le droit au retour des familles chassées de leur terres lors de la création d'Israël en 1948. Depuis un an, chaque semaine, des dizaines de milliers de Gazaouis marchent vers la frontière et chaque semaine, l'armée israélienne réprime dans le sang au prétexte fallacieux de protéger sa frontière. Elle tire sur tous les manifestants sans distinction, sur les enfants, les femmes ou les secouristes. Le bilan est lourd, 253 morts, dont une quarantaine d'enfants, et des milliers de blessés, les snipers israéliens cherchant à estropier notamment les jeunes pour briser la résistance de la société civile. Samedi 30 mars, ce sont encore 5 Palestiniens dont 3 de moins de 17 ans qui sont morts sous les balles israéliennes. Et Netanyahu, en plein dans une campagne électorale qui le pousse de plus en plus à droite, accentue toujours plus sa répression tous

azimuts. La même semaine, 11 palestiniens étaient raflés dans des incursions de l'armée israélienne en Cisjordanie. Mais le gouvernement réprime aussi toute tentative de soutien extérieur. L'armée israélienne a ainsi fait intrusion dans l'antenne de Jérusalem-Est (donc en zone palestinienne) de l'Institut français, afin d'y empêcher la tenue d'un événement culturel organisé avec une association de femmes palestiniennes à l'occasion du 21 mars, fête des mères dans la plupart des pays du monde arabe. Sous prétexte que toute manifestation organisée avec l'Autorité palestinienne est illégale, les forces de sécurité israéliennes ont occupé les lieux jusqu'à l'intervention du consul et arrêté la directrice de l'association ainsi qu'un bénévole, pour empêcher la vente de produits artisanaux confectionnés par les Palestiniennes. Cet acharnement contre tous les secteurs de la lutte du peuple palestinien et de ses soutiens, que ce soit sur place ou à l'étranger, Netanyahu le mène en toute impunité. Il sait qu'il peut compter

sur le soutien de Trump - qui a lancé une nouvelle provocation en déclarant que le Golan revenait de droit à Israël - comme sur le soutien des « obligés » de l'impérialisme US tel Bolsonaro, ce chantre de la dictature militaire brésilienne, qui a décidé, dès le lendemain de son élection, de transférer l'ambassade du Brésil à Jérusalem. Aujourd'hui, Netanyahu a franchi un nouveau pas en déclarant que s'il était réélu, il annexerait à l'Etat d'Israël toutes les colonies israéliennes des territoires occupés.

Il faut donc maintenir la pression en étalant les crimes de l'occupant au grand jour pour l'isoler sur le plan international à travers des campagnes unitaires et ciblées permettant de mobiliser largement au-delà des militants de la cause palestinienne. C'est le cas notamment de la campagne pour la libération de tous les enfants palestiniens prisonniers d'Israël à laquelle nous participons et dont la pétition a recueilli plus de 11 000 signatures obtenues notamment à travers des actions de terrain, dans les quartiers populaires, aux sorties

de métros... En novembre dernier, elle a organisé la tournée en France de Nadeem, un jeune palestinien de 19 ans, ancien prisonnier mineur. En février, Nadeem a été arrêté pendant 5 jours sans motif puis relâché ; un moyen de pression quasi systématique à l'encontre des anciens prisonniers, pour leur faire peur et leur signifier qu'à la moindre « incartade », la prison les attend de nouveau. ★

A l'occasion de la journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques palestiniens, le 17 avril, le collectif parisien de la Campagne pour la libération de tous les enfants palestiniens prisonniers d'Israël organise un événement le 18 avril à partir de 18H à Paris sur la Place Saint-Michel avec, entre autres, musique et danse palestiniennes pour élargir encore le soutien populaire à la campagne, mettre le gouvernement français face à ses responsabilités et exiger qu'il prenne des sanctions à l'encontre de l'Etat d'Israël.

Algérie

« Après Bouteflika, c'est tout le système qui doit dégager ! »

C'est grâce à la mobilisation de tout un peuple que le président Bouteflika a fini par démissionner, le 2 avril. Ni les menaces, ni les promesses du clan au pouvoir n'ont eu raison de la détermination populaire dans tout le pays qui, depuis le 22 février, vit au rythme des manifestations monstres du vendredi. Celle du 5 avril, organisée après l'annonce de la démission du président, n'a pas dérogé à la règle, preuve que son départ est considéré comme une première victoire, mais que le plus dur reste à faire. Comme le proclame une banderole « *Bouteflika était très malade ; il ne gouvernait pas en réalité, et rien ne changera s'il part seul et laisse ses hommes* ». En fait, c'est le système qu'il faut changer.

C'est le peuple algérien qui a obligé Bouteflika à démissionner

Ce système, c'est un ensemble d'institutions et d'hommes, de mafias, de clans, de familles, qui ont mis la main sur tous les rouages de l'État, qui contrôlent tous les secteurs de l'économie, qui occupent tous les postes de la vie politique et sociale. Un des piliers principaux du système est constitué par la haute hiérarchie militaire. Nommé chef d'état-major en 2004, le général Ahmed Gaïd Salah, âgé de 79 ans, a survécu à de nombreuses purges au sein de l'armée. Il s'était prononcé pour un 5^e mandat présidentiel. Au début du mouvement, il a eu des mots très durs contre des manifestants qui « *veulent nous ramener aux années de braises* ». Aujourd'hui, certains lui attribuent le mérite d'avoir poussé le président vers la sortie. Mais c'est au peuple algérien et son extraordinaire maturité, et à lui seul, que revient ce mérite. Le chef d'état-major n'a fait que donner le coup de grâce. D'ailleurs, le peuple algérien n'est pas dupe. Dans la manifestation du 5 avril, de nombreux slogans visaient directement le chef de l'armée : « *Gaïd Salah, le peuple veut la démocratie, pas un régime militaire* » ou encore « *On ne veut pas un Al-Sissi en Algérie* ». De façon générale, la population souhaite que l'armée reste dans les casernes.

Le rejet de la transition institutionnelle

Le chef d'état-major a proposé d'appliquer l'article 102 de la Constitution.

Selon cet article, le Conseil constitutionnel, présidé par Taïeb Belaïz, après avoir constaté la vacance du pouvoir, doit organiser la transition politique. C'est Abdelkader Bensalah, président du Conseil de la Nation (l'équivalent du Sénat) qui est chargé d'assurer l'interim et d'organiser de nouvelles élections présidentielles dans un délai de 90 jours. Ces dispositions légales, le peuple algérien n'en veut pas. Taïeb Belaïz et Abdelkader Bensalah, sont deux hommes qui font partie intégrante de la bande au pouvoir. Le 5 avril les manifestants ont scandé le rejet de ce qu'ils appellent les 3 B, c'est-à-dire Belaïz, Bensalah, auxquels ils ajoutent le premier ministre nommé par Bouteflika avant sa démission, Noureddine Bedoui. Sur un panneau, on pouvait lire : « *Le numéro 102 que vous avez composé n'est plus valable en 2019. Veuillez consulter son excellence le peuple* ». Un collectif regroupant des syndicats, des associations, des ligues des droits de l'homme, a réaffirmé son « *rejet de toute transition classique* ». L'idée que des institutions qui ont fonctionné au service de l'oligarchie ne peuvent pas servir telles quelles les intérêts du peuple est très répandue. Les manifestants, au stade actuel de la mobilisation, veulent l'élaboration d'une nouvelle constitution et se prononcent majoritairement pour une 2^e République laïque et démocratique.

Retournements de veste et règlements de compte au sein de la bande

Le lâchage du président par le chef d'état-major a entraîné une réaction en chaîne au sein des clans qui se partagent le pouvoir. Ali Haddad, le patron des patrons, a démissionné de son poste et après avoir déclaré son amour pour le peuple, il a voulu s'enfuir. Arrêté à la frontière tunisienne, il a été traduit devant un juge. D'autres hommes d'affaires seraient dans le collimateur. Le torchon brûle entre les deux partis politiques au pouvoir, longtemps complices, le FLN et le RND (Rassemblement national démocratique). Le porte-parole du RND s'en est pris violemment au FLN en qualifiant le régime « *de cancer qui gangrène le corps de l'État* ». Autre lâchage remarqué, celui de Abdelmadjid Sidi-Saïd, le secrétaire général de l'UGTA, qui « *prend acte de l'appel de l'armée à adopter un cadre légal* ». Ce qui frappe, c'est la rapidité des retournements de veste venant

d'organisations qui, comme le FLN, le RND, l'UGTA, étaient engagés avec Bouteflika pour un cinquième mandat. Ce qui leur vaut de nombreuses railleries sur les réseaux sociaux du genre « *le seul mandat que vous méritez c'est un mandat d'arrêt* ».

Il est clair qu'on assiste à une brutale aggravation de la lutte de clans autour du pouvoir, lutte d'autant plus violente que l'Algérie traverse depuis plusieurs années une grave crise économique et sociale.

Crise économique et sociale

L'économie algérienne est complètement tributaire des hydrocarbures (gaz et pétrole). Ils représentent 60 % des recettes fiscales et 95 % des exportations. La production ne cesse de baisser du fait de la faiblesse des investissements, du vieillissement des infrastructures et de l'épuisement des champs pétroliers. Les exportations baissent du fait de l'accroissement rapide de la population et de l'augmentation de la consommation intérieure. Enfin, le prix du baril de pétrole a chuté sur le marché mondial. La baisse de la rente pétrolière et gazière a entraîné la baisse des investissements de l'État et donc de la part prélevée par les oligarques et autres vautours sur les dépenses publiques. Dans l'entourage de Bouteflika, les scandales financiers se sont succédés. En 2013, c'est l'ex-ministre de l'énergie Chakib Khelil qui est rattrapé par une affaire de pots de vin versés par Saipam, une filiale du trust italien du pétrole ENI ; il s'est réfugié aux États-Unis. Son retour, en toute impunité au pays, début 2019, a été ressenti comme une provocation. En 2016, les « Panama papers » révèlent comment les hommes d'affaires algériens se sont gavés de l'argent du pétrole et l'ont placé dans les paradis fiscaux. L'argent de la rente pétrolière a peu profité au peuple algérien. Beaucoup de dépenses sont à ranger dans les grands travaux inutiles, dévolus par l'État au privé et surfaturés. C'est le cas pour la nouvelle mosquée d'Alger, la plus haute du monde ; avec cet argent, on aurait pu construire des dizaines d'hôpitaux, expliquent des manifestants. Peu d'investissements sont allés dans le secteur productif, dans l'industrie ou dans la modernisation de l'agriculture.

La corruption, le gaspillage et l'incompétence sont les sources des injustices et du chômage qui frappe les tiers des jeunes de moins de 25 ans

qui représentent 45 % de la population. Il est clair que l'ampleur des mobilisations actuelles, s'explique en partie par leur colère contre les inégalités, le chômage, les classes surchargées, le coût de la santé et l'absence de perspective pour la jeunesse de plus en plus tentée par l'émigration.

Quand Macron soutient le système

La simple décence aurait voulu que le chef de l'ancienne puissance coloniale se garde d'une appréciation publique sur les événements d'Algérie. Mais Macron n'a pas pu s'empêcher de se poser en donneur de leçons. Il a estimé « *raisonnable* » la proposition de Bouteflika de ne pas briguer un 5^e mandat et appelé à la tenue « *dans un délai raisonnable* » de la conférence nationale chargée de superviser la transition. Cette ingérence a reçu l'accueil qu'elle méritait de la part des manifestants. Macron a été prié de s'occuper « *raisonnablement* » des « *Gilets jaunes* » !

L'Élysée entretient de très bons rapports avec Bouteflika et sa bande, en particulier avec Ali Haddad, le patron des patrons algériens. Durant l'hiver 2018-2019, la diplomatie française avait fait savoir qu'elle n'avait rien contre un 5^e mandat pour le président algérien. Pour l'impérialisme français, la crise politique en Algérie est une source d'inquiétude majeure. D'abord parce que la France est un partenaire économique important pour l'Algérie qui lui fournit 10 % du gaz importé et à qui elle vend des produits manufacturés et des produits agricoles, dont du blé. Renault et PSA y ont des usines de montage. Ensuite, parce qu'en cas de crise grave, des centaines de milliers d'Algériens qui bénéficient de la double nationalité pourraient tenter de rejoindre la France. Enfin, parce que l'impérialisme français collabore avec les dirigeants algériens dans « la lutte contre le terrorisme » dans le Sahel. L'Algérie a autorisé le survol de son territoire par les avions militaires français dans le cadre de l'opération Barkhane. Pour toutes ces raisons, Macron a tenu à faire savoir qu'il était pour une transition institutionnelle en Algérie, en contradiction avec les exigences du peuple.

Notre Parti dénonce toute ingérence de l'impérialisme, en particulier de l'impérialisme français, et soutient le peuple algérien dans sa lutte pour un avenir de progrès et de paix. ★